



CUBA

«Perfectionner l'entreprise socialiste» à sa manière

Page C 3

SPORTS

Tennis: Henin poursuit son chemin

Page C 9

CAHIER C

ÉCONOMIE

L'ancien patron de la Bourse de Montréal incite à la prudence

FRANÇOIS DESJARDINS

L'idée d'une éventuelle fusion entre les places boursières de Toronto et de Montréal n'a rien de nouveau, mais le débat ne doit jamais laisser de côté la question primordiale qu'est le maintien de l'expertise montréalaise dans l'univers des options et des contrats à terme, a insisté hier l'ancien président de la Bourse de Montréal.

Lors d'un entretien avec *Le Devoir*, Gerald Lacoste, qui a dirigé la Bourse de Montréal de 1994 à 2000 et supervisé son virage vers ce secteur plus pointu de la finance, a estimé qu'il faudrait faire preuve d'une grande prudence, car le nombre de variables politiques et économiques est trop grand pour vider le sujet d'un coup.

«Faire une fusion pour faire une fusion, s'il n'y a pas des arguments concrets pour démontrer qu'on peut maintenir les acquis, je pense qu'il ne faut pas aller trop vite», a dit M. Lacoste, aujourd'hui administrateur de société et partiellement retraité.

Le *Globe and Mail* a publié un article hier dans lequel il revient une fois de plus sur le fantasme que caressent certains joueurs de Bay Street de voir les deux Bourses fusionner leurs activités. Le quotidien citait l'homme d'affaires torontois Tom Caldwell, très connu dans le milieu de la finance. Une des entreprises qu'il contrôle a investi deux millions de dollars dans chacun des deux parquets en se disant qu'ils devront s'unir ou se faire avaler par des sociétés étrangères.

Sans révéler ses sources, le *Globe* croyait savoir que

des discussions de haut niveau ont eu lieu au cours de l'été et que des actionnaires de chaque Bourse ont discuté de la chose lors d'une conférence téléphonique jeudi. La Bourse de Montréal n'a pas voulu commenter hier.

Déjà étudiée

L'hypothèse d'une fusion a déjà été étudiée au cours des années 90, a d'ailleurs indiqué hier M. Lacoste. «À l'époque, ce n'était pas une bonne solution. Ça n'a pas été étudié très longtemps. Ce qu'on voyait, c'était une mainmise, un contrôle qui s'exercerait à partir d'un seul siège social, situé dans le plus gros marché. On voyait bien où ça menait.»

«Aujourd'hui, ne parlons pas de la grosseur de la capitalisation boursière mais de l'importance du marché sous-jacent à chaque Bourse. C'est clair que Montréal

n'a aucun intérêt à laisser le centre décisionnel s'en aller», a ajouté M. Lacoste, qui a des contacts réguliers avec son successeur, Luc Bertrand. Une fusion aurait-elle lieu un jour? «Je n'en ai aucune idée», a-t-il dit.

La relance du sujet a même rebondi à Québec. Selon la Presse canadienne, la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, tient à ce que Montréal conserve sa place boursière, mais elle n'entend pas s'opposer à une éventuelle fusion. L'agence de presse a écrit que la ministre a reconnu l'union de certaines autres Bourses dans le monde et que, dans cette perspective, le plus important n'est pas la propriété mais l'engagement de l'institution à rester à Montréal.

VOIR PAGE C 7: BOURSE

Coop fédérée

Vers un nouveau contrat social

Une base intéressante pour l'établissement d'une nouvelle politique agricole et alimentaire québécoise

CLAUDE TURCOTTE

«Il faut s'ouvrir les yeux. Ne nous racontons pas d'histoires, l'agriculture québécoise ne se porte pas bien», a lancé dès le début de sa présentation Denis Richard, président de la Coop fédérée. Ce n'était en effet qu'une entrée en matière, car il a par la suite déposé quelques propositions spécifiques dont la plus spectaculaire est sans doute un appel lancé aux citoyens-consommateurs et aux producteurs agricoles de travailler conjointement à un nouveau contrat social en vue de ramener l'harmonie dans la société en ce qui concerne les activités agricoles pour en assurer l'avenir.

«Jusqu'à maintenant, le contrat social qui lie l'agriculture à la société, et la politique agricole qui en découle, a été l'affaire des organisations agricoles, des responsables gouvernementaux et de quelques spécialistes. Les mangeurs [consommateurs] sont restés en marge de l'exercice, mais ceux-ci sont en train de redécouvrir leur agriculture, celle qui leur fournit une alimentation saine, de qualité et diversifiée, celle qui occupe et entretient le territoire. Le contrat social devient l'affaire de tous. Les préoccupations environnementales et celles relatives à la santé auront servi à refaire de l'agriculture un enjeu de société», a déclaré M. Richard devant la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ), dont les audiences nationales se poursuivront la semaine prochaine à Montréal pour y discuter alors surtout de transformation agroalimentaire.

Selon M. Richard, la CAAAQ n'a pas permis un tel débat, bien que son président, Jean Pronovost, en exprimait le souhait avant la tenue des audiences nationales cette semaine à Québec. Le président de la Coop fédérée pense qu'on pourra y arriver en s'inspirant de la formule utilisée dans les pays nordiques que sont la Suède, la Norvège et le Danemark. On donne à une firme spécialisée en consultation publique le mandat de sélectionner au hasard, selon un cahier des charges prédéfinies, un certain nombre de personnes, disons 20 producteurs et 20 consommateurs, dont l'anonymat sera préservé jusqu'à la fin. Puis, des experts indépendants les informent des grands dossiers et enjeux. Il y a ensuite des délibérations et des évaluations à huis clos de l'ensemble des possibilités. Enfin, ces gens rédigent un contrat social qui est remis aux autorités gouvernementales. «Nous sommes persuadés que l'agriculture québécoise sortira ragouillard d'un tel exercice démocratique et que les organisations pourront pleinement jouer leur rôle sur la base du consensus que l'exercice aura su dégager», pense M. Richard, qui verrait dans un tel contrat social une base intéressante

pour l'établissement d'une nouvelle politique agricole et alimentaire québécoise.

Soutien indéfectible à la gestion de l'offre

La Coop fédérée a proposé par ailleurs que d'ici à cinq ans toutes les fermes et entreprises de transformation alimentaire obtiennent la certification ISO 14001. «Par ce geste, nous ferons la démonstration de notre sérieux quant à nos ambitions de faire de l'agriculture et de l'agroalimentaire durable», lit-on dans le mémoire de plus de 100 pages remis à la CAAAQ. Ce ne serait pas un précédent dans le monde agricole puisque cela a déjà été fait en France dans le développement de l'agriculture raisonnée, ainsi que par le géant américain Smithfield Foods pour toutes ses fermes et usines de transformation de viande. En outre, de manière à reprendre le terrain perdu et de faire de l'agriculture biologique québécoise une référence en Amérique du Nord, la Coop fédérée propose que d'ici 10 ans l'agriculture rattachée au territoire (biologique, du terroir, etc.) représente 10 % de la surface agricole utile. Elle présente plusieurs autres suggestions, dont celle d'une réforme de la production porcine.

Sur la question de la gestion de l'offre, la Coop fédérée affirme avec fermeté que l'État québécois doit exprimer sans réserve son soutien indéfectible à la gestion de l'offre, laquelle est mise sous la protection de la souveraineté alimentaire. M. Richard insiste sur le caractère stratégique du secteur agricole, pour lequel il doit y avoir un traitement particulier dans le commerce international. Laurent Lessard, ministre québécois de l'Agriculture, a réitéré encore cette semaine l'appui de son gouvernement à la gestion de l'offre. Il réagissait alors à la position prise par l'Institut économique de Montréal, qui favorise le libéralisme et voit la gestion de l'offre comme la pire des distorsions dans le commerce international.

Jean Pronovost, président de la CAAAQ, a tout de même voulu savoir de la Coop fédérée si celle-ci serait prête à faire face à une ouverture des marchés, advenant une décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en faveur de la libéralisation. M. Richard a répondu que les membres de la Coop fédérée souhaitaient le maintien du système actuel, précisant qu'il faut faire preuve de prudence dans les décisions d'affaires et surveiller de près le marché international. Claude Lafleur, directeur général, a souligné que, s'il y a une décision d'ouverture à l'OMC, on accordera un délai de cinq ou six ans pour s'adapter aux changements à venir. «Mais en attendant, il est difficile de mobiliser des producteurs qui ne pensent pas que cela va arriver», a-t-il ajouté.

VOIR PAGE C 5: CONTRAT

Crise immobilière: Bush et Bernanke se font rassurants



MIKE BLAKE REUTERS

NOUVELLES MAISONS à vendre en Californie. George W. Bush et le patron de la Banque centrale américaine Ben Bernanke sont montés au créneau hier pour tenter de rassurer sur la crise de l'immobilier, l'un avec des mesures concrètes d'aide aux ménages touchés, l'autre en rassurant le secteur financier. Le président américain a annoncé une série de mesures pour aider les ménages endettés à éviter la saisie de leur maison et endiguer la vague de non-recouvrements à l'origine de l'actuelle crise financière mondiale. Nos informations en page C 6.

Vacances Sunwing double sa capacité et s'installe à Québec

GÉRARD BÉRUBÉ

Amorçant sa deuxième année d'exploitation en sol québécois, Vacances Sunwing entend doubler sa capacité cet hiver. Le voyageur exploitera trois appareils, dont un dédié à la Vieille Capitale, cette desserte exclusive devant entraîner la création d'une soixantaine d'emplois à Québec.

Sunwing maintient la poussée. Après un premier anniversaire riche en superlatifs, le voyageur offrira cet hiver 140 000 sièges vers une vingtaine de destinations-soleil, avec 23 départs par semaine de Montréal, 10 de Québec, trois de Bagotville et huit d'Ottawa. Cette capacité, qui double celle déployée l'an dernier lors du premier hiver de Sunwing en terre québécoise, implique le positionnement, ici, de trois des dix appareils composant désormais la flotte de Sunwing à l'échelle canadienne. Des appareils B737-800 ultramodernes configurés à 189 sièges.

Surtout, le directeur exécutif de Vacances Sunwing, Sam Char, se réjouit d'annoncer l'installation d'une base dans la ville de Québec. «Une avion sera positionné tout l'hiver. Il s'agit d'une première, qui impliquera l'ouverture dans la capitale nationale d'une station où seront engagés et basés plus de soixante employés», a-t-il souligné.

La brochure d'hiver 2007-08 de Sunwing contient un nombre de destinations passant de 14 à 19, avec la Jamaïque pour principal ajout remarqué. Pour l'essentiel, le voyageur reprend la formule qui lui a permis de connaître un départ fulgurant au Québec. Lancé en juillet 2006, Sunwing Québec avait planifié 33 000 sièges pour sa première saison hivernale. Le résultat a été plus de 70 000 passagers transportés. Le voyageur a maintenu le cap vers le sud durant l'été, là où Transat s'activait seul depuis 16 ans. Les 26 000

sièges alors offerts ont permis d'atteindre «un taux de remplissage au-delà de nos espérances».

Dans son bilan de premier anniversaire, le numéro un de Sunwing au Québec parle de 100 000 voyageurs, d'un taux de ponctualité de 95 %, d'une «excellente rentabilité» malgré la forte concurrence et d'un chiffre d'affaires de plus de 85 millions, soit 28 % des 300 millions dégagés par l'ensemble du groupe de voyage Sunwing. «Un an après notre ouverture, nos installations de Montréal et de Québec abriteront plus de 200 employés. J'en suis fier», a ajouté Sam Char.

Encore cette année, Sunwing demeure le seul tour opérateur à s'activer à partir de trois aéroports au Québec, dont celui de Bagotville (qui verra son nombre de vols passer de un à trois par semaine). Il sera également le seul à offrir des séjours de trois ou quatre nuits pour certaines destinations, une formule conçue pour plaire aux gens d'affaires et autres professionnels désirant s'accorder un répit dans un agenda surchargé.

Et Sam Char de rappeler les particularités du modèle d'affaires de Sunwing. Un modèle articulé autour du service à bord, de la qualité des produits à destination et du partenariat d'affaires avec les agences de voyages. «Avant de lancer nos activités au Québec, nous avions une décision majeure à prendre: faire le choix corporatif d'utiliser les agences de voyages comme seul canal de distribution. La décision a été facile à prendre», a-t-il souligné.

Cette forte poussée en territoire québécois est devenue le fait saillant d'une entreprise qui, à l'échelle canadienne, entame son sixième exercice, propulsée au deuxième rang parmi les voyageurs canadiens selon la capacité offerte. L'entreprise filiale proposera cet hiver plus de 400 000 sièges vers une trentaine de destinations avec une flotte de dix appareils



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Le directeur exécutif de Vacances Sunwing, Sam Char.

permettant des vols au départ de 24 aéroports. Avec son chiffre d'affaires de 300 millions et ses 600 employés à l'échelle pancanadienne, Sunwing demeure dans la liste des entreprises à plus forte croissance du magazine spécialisé *Profit Guide*, avec des revenus affichant une progression annuelle moyenne de 40 %.

Cette performance n'est donc pas étrangère au fait que les fondateurs, Colin et Stephen Hunter, soient finalistes au titre de meilleur entrepreneur de l'année 2007 du concours international d'Ernst and Young, un concours remporté l'an dernier par Guy Laliberté.

De Cirque du Soleil à destinations-soleil...

Le Devoir



LeDevoir.com

Maintenant actualisé 24h/24



ÉCONOMIE

FONDS D'INVESTISSEMENT



Michel Marcoux

La rentrée et votre portefeuille

Pour la plupart des investisseurs, la fête du Travail marque la fin des vacances estivales. Et, pour plusieurs, la rentrée, malgré les titres de journaux annonçant une fois de plus l'apocalypse, réserve de petites surprises, mais rien pour faire regretter les excès de dépenses de l'été.

Selon le gestionnaire David Picton, de la firme de fonds CI, la récente turbulence des marchés boursiers a un aspect positif: «Elle purge rapidement le système d'un certain nombre d'excès, et le risque lié au crédit est ajusté à des niveaux plus raisonnables suivant les sanctions imposées par le système financier.»

A la suite des problèmes associés au marché du crédit et des répercussions potentiellement négatives sur l'économie, la Réserve fédérale a fait passer son taux d'escompte de 6,25 % à 5,75 %. Plus précisément, ce taux est celui que la Fed facture pour les prêts qu'elle consent aux banques commerciales et aux autres institutions financières. Cette décision de la banque centrale américaine a eu un impact positif sur les marchés.

Son collègue gestionnaire Eric Bushell, de la firme CI, souligne pour sa part que «beaucoup d'investisseurs se retrouvent maintenant en situation de vente obligée, ce qui représente pour nous des occasions de placement très intéressantes à saisir. Par exemple, l'écart entre les obligations d'entreprises et les bons du Trésor américain se chiffrait auparavant à 2,5 %, alors que maintenant nous obtenons un taux de 4,5 %.» Soulignons que l'accroissement de l'écart entre le taux des bons du Trésor et celui des obligations d'entreprises est de bon augure pour ces dernières.

Quant à Bill Sterling, également de la firme CI, il soulève cinq points pour démontrer que la baisse du marché n'est qu'une correction dans un contexte de marché haussier plutôt que le début d'un marché baissier.

«1- Les valorisations boursières à l'échelle mondiale sont encore tout à fait raisonnables, les marchés développés se négociant à 13,8 fois les bénéfices estimatifs pour les douze prochains mois. Contrairement à ce que nous constatons présentement, les marchés baissiers ont tendance à se produire lorsque les valorisations sont excessives.»

«2- La croissance économique mondiale demeure robuste, et les risques d'une récession synchronisée semblent très faibles.»

«3- Les banques centrales disposent d'une importante marge de manœuvre pour abaisser leurs taux et, ainsi, continuer à favoriser la croissance économique mondiale.»

«4- Une période de morosité économique prolongée aux États-Unis aurait pour effet de diminuer les pressions inflationnistes partout dans le monde, ce qui pourrait se traduire par un ralentissement de milieu de cycle de l'économie mondiale.»

«5- Dans le passé, les ralentissements en fin de cycle ont été accompagnés de perturbations boursières, mais ils ont également eu un effet positif sur les pressions inflationnistes et ont préparé l'arrivée d'une période de croissance continue et de gains boursiers.»

M. Sterling a également souligné quelques points importants par rapport au marché: à la suite

de la correction boursière d'août 1998, qui a suivi l'effondrement du fonds de couverture de Long-Term Capital Management, le S&P 500 avait alors subi une correction de près de 21 %. Cependant, le marché avait repris tout le terrain perdu à l'automne grâce aux réductions de taux de la Fed. Le gestionnaire note que ces réductions de taux avaient été motivées par les difficultés éprouvées par Wall Street et non par le désir de la Fed de stimuler la croissance économique.

Les nouveaux fonds

J'ai l'habitude de ne jamais recommander de fonds qui ont moins de cinq ans. Mais il y a toujours des exceptions. Celles-ci sont justifiées quand les gestionnaires à la barre ont une feuille de route tout à fait exceptionnelle.

Il faut bien se rappeler que ce n'est pas un fonds qui fait la différence, mais bien le gestionnaire qui se trouve derrière. Au cours des dernières semaines, les familles de fonds Mackenzie et Sprott ont lancé des fonds qui ont attiré immédiatement mon attention.

La famille de fonds Mackenzie a procédé au lancement du Mackenzie Cundill mondial dividendes. Voici quelques caractéristiques du produit: marge de sécurité de 25 % ou plus; titres avec dividende de 4 % et plus, par exemple Pfizer

avec un dividende de 4,80 %; protection contre les fluctuations de devises; revenu fiscalement avantageux de 5 % versé mensuellement; taille du fonds qui lui permet de trouver des aubaines de petite, moyenne et grande taille; équipe de gestionnaires composée de Peter Cundill, Wade Burton, David Tiley et Laurence Chin. Rappelons-nous que M. Cundill a même été présenté par Warren Buffet comme le type de gestionnaire qu'il aimerait bien voir le remplacer un jour. Même si Peter Cundill se dit non intéressé, c'est quand même tout un compliment.

La famille de fonds Sprott a lancé pour sa part le Sprott Small Cap. Il s'agit d'un fonds de petite capitalisation géré par Allan Jacobs. Ce dernier a quitté récemment son poste de gestionnaire au sein de la famille de fonds Sceptre afin de se joindre à l'équipe de Sprott. Il sera accompagné de Peter Imhof, anciennement de Sceptre également.

M. Jacobs a obtenu des rendements soutenus à la tête de Sceptre actions croissance, un fonds de petite et moyenne capitalisation qu'il a géré jusqu'au mois de juin dernier. Sur 14 ans, le gestionnaire a été en mesure de générer un rendement annualisé de près de 19 %: tout à fait exceptionnel. Le style de gestion de M. Jacobs vise la croissance à prix raisonnable. Les investisseurs qui ont des unités du fonds Sceptre actions croissance devraient d'ailleurs les vendre pour suivre Allan Jacobs chez Sprott, sans hésitation.

question@avantages.com

L'auteur est conseiller en placement et président d'Avantages Services financiers, une société indépendante spécialisée dans le courtage de fonds communs de placement et dans la gestion privée.

Cuba veut « perfectionner l'entreprise socialiste » à sa manière

La Havane — Cuba veut étendre son système de «perfectionnement» des entreprises lancée par l'armée, malgré un bilan mitigé de ses résultats obtenus en dix ans, en suivant sa propre voie différente de la chinoise ou de la vietnamienne, a rapporté jeudi la presse officielle.

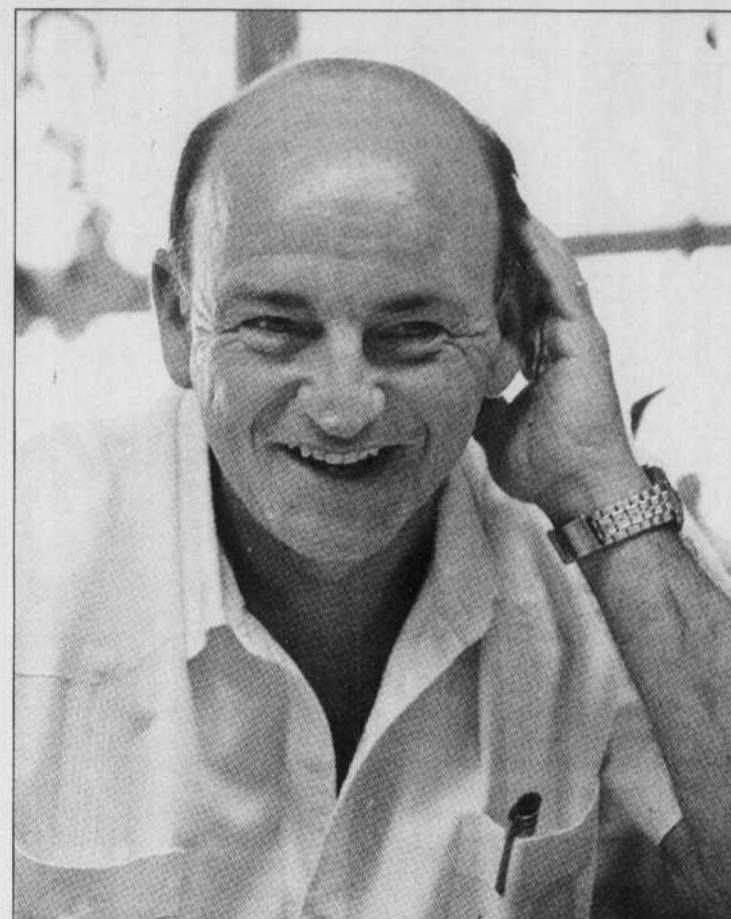
S'exprimant devant quelque 650 dirigeants des principales entreprises du pays, le vice-président Carlos Lage, perçu aujourd'hui comme l'équivalent d'un premier ministre, leur a assigné la «mission de démontrer avec des résultats que les entreprises socialistes peuvent être aussi ou plus efficaces» que celles des pays capitalistes.

La réunion, exceptionnelle par son ampleur, était placée sous sa présidence et celles du général Julio Casas, vice-ministre de la Défense et membre du Bureau politique du PC cubain, et de Ramiro Valdes, un des commandants de la Révolution de la première génération.

Visiblement destinée à remobiliser les responsables économiques, elle intervient alors que Fidel Castro est éloigné du pouvoir depuis plus d'un an par la maladie et que le pays est placé sous la direction de son frère Raúl, ministre de la Défense, réputé plus pragmatique.

Sur les 2732 entreprises cubaines, 797 unités (28 %) fonctionnent selon le système dit du «perfectionnement d'entreprise», lancé en 1988 dans les usines de l'armée et étendu en 1997 au secteur civil par le dernier congrès du PC, a précisé Carlos Lage.

Le système comprend une planification annuelle d'entreprise,



CHIP EAST REUTERS

Sur les 2732 entreprises cubaines, 797 unités (28 %) fonctionnent selon le système dit du «perfectionnement d'entreprise», a expliqué Carlos Lage.

des salaires liés aux résultats et des «contrats-qualité».

Ce secteur a réalisé 20 % des ventes, 51 % des bénéfices et 72 % des apports en devises du pays,

selon M. Lage qui a salué «l'amélioration de ses résultats d'année en année».

Mais seules 40 % de ces usines ont obtenu leur «certificat de qua-

lité» et près de 50 % ont prévu des bénéfices moindres en 2007 qu'en 2006, a-t-il déploré, avertissant que «les salaires doivent être liés aux résultats» et que 2008 doit voir «un plan de bien meilleure qualité».

«Zéro autosuffisance et zéro autosatisfaction», a demandé le vice-président cubain à chaque directeur d'entreprise qui «est d'abord et avant tout un représentant du Parti et du gouvernement».

Quant au socialisme, «l'expérience la plus avancée, celle de l'URSS et du camp socialiste, a échoué», a rappelé Carlos Lage, pour qui il s'agit néanmoins, à l'échelle de «l'histoire de l'homme», d'un «système social jeune».

Evoquant les pays engagés aujourd'hui dans la «construction du socialisme», en allusion aux alliés chinois et vietnamiens, M. Lage a souligné qu'ils le faisaient «à partir de conditions politiques et économiques très différentes des nôtres».

Même si «leurs réussites et leurs difficultés doivent enrichir notre voie», à Cuba «le socialisme n'est possible que comme fruit de notre expérience», a-t-il averti.

L'élimination du dollar en 2004, la centralisation par la Banque centrale de toutes les ressources en devises et des décisions d'investissements de chaque entreprise l'année suivante ont permis de «corriger les erreurs», a estimé le vice-président qui n'a fait aucune allusion à un quelconque assouplissement du contrôle étatique sur l'économie.

Agence France-Presse

La Banque Scotia prendra le contrôle de la Banco del Desarrollo au Chili

Santiago/Toronto — La Banque Scotia annonce avoir conclu des ententes en vue d'acquiescer 79 % de Banco del Desarrollo, la septième banque en importance du Chili, pour un montant de 810 millions de dollars, dans le but d'établir un plan visant l'acquisition de la totalité de l'institution bancaire.

La participation de 79 % sera achetée à Sociedad de Inversiones Norte Sur S.A., société d'investissement chilienne détenant 39 % de Banco del Desarrollo, à la banque française Crédit Agricole S.A. détenant 24 pour cent et à la banque italienne Intesa Sanpaolo S.P.A., qui possède 16 % de l'actionnariat.

Conformément à la réglementation en vigueur au Chili, la Banque Scotia procédera, selon les mêmes modalités, à une offre publique afin d'acquiescer la totalité des actions de Banco del Desarrollo, opération qui serait évaluée à 1,03 milliard de dollars.

Rick Waugh, président et chef de la direction de la Banque Scotia, croit qu'il s'agit d'une occasion unique de pénétrer davantage l'un des marchés les plus développés et les plus attractifs d'Amérique latine, à son avis.

La Banco del Desarrollo, dont l'actif total dépasse 5,1 milliards de dollars, dispose d'un réseau national de 74 succursales.

Quant à la filiale chilienne de la Banque Scotia (TSX:BNS), Scotiabank Sud Americano, elle gère un actif total de 3,5 milliards de dollars et compte 57 succursales.

Presse canadienne

Les prix du pétrole terminent la semaine au-dessus de 74 \$

New York — Les prix du pétrole sont remontés hier sur le marché new-yorkais à 74 \$ le baril, un discours du président de la Fed, Ben Bernanke, aidant à alléger les craintes sur une propagation de la crise du «subprime» à l'économie et donc à la demande énergétique.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» pour livraison en octobre a progressé de 68 cents, clôturant à 74,04 \$. Il n'avait plus dépassé les 74 \$ depuis le 6 août.

Sur l'ensemble de la semaine, les cours ont pris près de trois dollars.

Le Nymex sera fermé lundi en raison du Labor Day, la fête du Travail aux États-Unis.

Cette semaine a été marquée par un retour au premier plan des inquiétudes concernant la suffisance de l'offre de brut par rapport à une demande croissante.

Précédemment, le prix du baril, comme les autres matières premières, avait souffert des craintes sur les répercussions de la crise des prêts immobiliers à risque («subprime»). D'une part, la peur d'un ralentissement économique généralisé a fait craindre une baisse de la demande énergétique et d'autre part, les investisseurs ont préféré éviter les placements risqués.

Hier, le discours du président de la Réser-

ve fédérale (Fed) a aidé à alléger ces craintes.

Sans être plus précis, Ben Bernanke a déclaré que la banque centrale américaine était prête à «prendre des mesures supplémentaires, en fonction des besoins, pour apporter des liquidités et favoriser le fonctionnement harmonieux des marchés».

«Les gens sont un peu plus rassurés par le fait que la Fed ne va pas laisser l'économie des États-Unis ralentir de manière importante», a estimé Bart Melek, analyste de BMO Capital Markets.

En revanche, le marché s'est inquiété d'un plongeon des stocks de brut américains de 3,5 millions de barils, sur la semaine achevée le 24 août, et d'un déclin des réserves d'essence de 3,6 millions de barils.

«Le niveau des réserves d'essence est très, très bas», a indiqué M. Melek.

Selon l'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), les stocks d'essence ne couvrent désormais que 20 jours de consommation, soit moins qu'après le passage des ouragans Katrina et Rita, en 2005.

Or les États-Unis vont connaître leur dernier week-end de grands déplacements en voiture, la «driving season» s'achevant avec le Labor Day.

Agence France-Presse

Cours sur

Comment bâtir son portefeuille et vivre de ses placements



Claude Chiasson, Chroniqueur financier, analyste financier et investisseur privé

Quatre séances durant lesquelles vous découvrirez :

- Les placements sûrs rapportant des revenus réguliers et croissants
- Les secteurs prometteurs dans lesquels il vous faut investir
- Comment récolter un rendement de 10 % et plus de son capital à la retraite
- Comment accumuler les bons placements au bon prix

Comprend un accès gratuit de deux mois à la classe Internet (www.proplacement.qc.ca) pour parfaire vos connaissances et amorcer la construction de votre portefeuille avec l'appui du prof.

«Un cours qui vous fera sortir des sentiers tracés par les institutions financières trop gourmandes; dès lors, vous épargnerez pour vous et non pour les autres»

Au cégep Rosemont, les 4 mardis consécutifs à partir du 25 septembre jusqu'au 16 octobre, de 19h à 22h, local B541.

Prix : 155 \$ (taxes en sus; comprend le manuel de classe) Réservez dès maintenant 514-332-2044 (de 9h à 17h, du lun. au ven.). N.B. : branchement Internet requis

LE DEVOIR PRO placement



M. Lily KRETCHMAN, Lori CRANSON, Bill JENNINGS
Traduction de «ENTREPRENEURSHIP, CREATING A VENTURE»

L'ENTREPRENEURIAT LA CRÉATION D'UNE ENTREPRISE

Destiné à façonner la formation et l'esprit d'innovation.

485 pages - 56,65 \$ ISBN 978-2-7601-2508-7

GUÉRIN, éditeur ltée 514-842-3481

En vente dans toutes les librairies Le prix est indiqué sous réserve de modifications.



Robert LAHAÏSE UNE HISTOIRE DU QUÉBEC PAR SA LITTÉRATURE, 1914-1939

Résurrection des années 1914 à 1939 telles que perçues par les chansonniers, poètes, romanciers et essayistes.

784 pages - 40,55 \$ ISBN 978-2-7601-4694-5

GUÉRIN, éditeur ltée 514-842-3481

En vente dans toutes les librairies Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

LE DEVOIR

SERVICE À LA CLIENTÈLE

FERMÉ POUR LA FÊTE DU TRAVAIL

LUNDI LE 3 SEPTEMBRE

ÉCONOMIE

Un coup de pouce des parents qu'il faut mettre à profit dès maintenant



Claude Chiasson

L'automne dernier, mes parents ont vendu la résidence familiale principale. Retraités, ils ont repris un de leurs logements pour s'y installer. Moi-même, j'ai emménagé quelques mois auparavant dans un autre logement du même immeuble.

Tandis que ma mère enseignait à l'école primaire, mon père était fonctionnaire municipal. Depuis cette époque, ils louent des logements répartis dans deux immeubles. Aussi, ils possèdent un chalet.

Pour ma part, je terminerai mes études en droit l'an prochain. J'ai 28 ans. Les emplois que j'ai occupés jusqu'ici ont été des emplois d'été pour étudiant ou des emplois temporaires; rien qui consiste en une occupation à long terme où j'aurais eu l'occasion d'épargner.

Je m'imagine davantage faire carrière en tant que juriste et avocat. Le droit conduit à une profession et plusieurs avenues s'offrent pour la pratiquer. C'est une première option que j'ai. Ainsi, je pourrais travailler dans une firme d'avocats, au sein d'un organisme gouvernemental ou parapublic ou, encore, ouvrir mon propre bureau avec des collègues.

L'autre option serait de poursuivre mes études au doctorat, notamment en faisant de la recherche. Malgré les bourses possibles et la rémunération tirée des charges de cours éventuelles, mes revenus seraient moindres si je retiens cette deuxième option, qui est néanmoins possible pour un juriste.

Je veux continuer l'exploitation des logements commencée par mon père. Dans les deux cas, les revenus issus de la location me permettraient de répondre aux obligations que j'aurai. Ils représentent un revenu brut annuel de 40 000 \$. En retenant la première option, je pourrais épargner ce montant. Mais si je retiens la seconde, ce revenu me permettrait de me consacrer à mes études de doctorat.

Avec le produit de la vente du domicile de mes parents, devrais-je considérer l'achat d'un autre im-

meuble à revenus bientôt? Sinon, que devrais-je faire d'un montant d'environ 150 000 \$?

Au plaisir de vous lire!
A. P.

Tout au long de votre lettre, vous parlez des immeubles et liquidités de vos parents comme s'ils étaient vôtres. Peut-être ceux-ci ont-ils convenu de vous laisser la gestion de leur propriété parce qu'ils n'ont point besoin des revenus de location, les deux rentes de leurs employeurs respectifs leur suffisant amplement. Si tel est le cas, vos parents vous donnent là un solide coup de pouce pour bien amorcer votre vie active à 28 ans.

Les revenus bruts des deux propriétés totalisent 40 000 \$ par année. Si vous travaillez dès maintenant dans un bureau de juristes, vous estimez être capable d'épargner ces revenus. Si, par contre, vous choisissez de poursuivre vos études au niveau du doctorat, les revenus bruts desdits immeubles tiendront lieu de salaires pour faire face à vos besoins financiers. Dans ce dernier cas, point d'épargne il n'y aura pour la durée du doctorat. Cela à 28 ans, soit au moment crucial de votre vie pour lancer la roue de votre fortune. Car, voyez-vous, la mécanique des intérêts composés fait que plus tôt vous amorcez votre cycle d'épargne, plus tôt dans votre vie active vous atteindrez un objectif financier donné. Au rythme d'une épargne annuelle de 40 000 \$ par année, dites-vous bien que, en gérant bien celle-ci, vous atteindrez une certaine indépendance financière dès la mi-quarantaine. Et, si vous êtes le moins chanceux (chacun de nous voit dans sa vie passer plusieurs belles occasions de placement, tant dans l'immobilier qu'à la Bourse; il faut cependant être en mesure de les saisir), vous atteindrez une indépendance financière certaine entre 45 et 50 ans.

Pour vous faire une idée de l'évolution de votre fortune, considérez que votre épargne annuelle de 40 000 \$ vous permettrait d'accumuler en 17 ans un avoir net après impôt de 1 258 000 \$ environ, cela à un rendement annuel composé de 6 %. Or, vu votre jeune âge et, donc, la possibilité d'améliorer passablement vos connaissances en matière d'investissement, un rendement composé annuel de 8 % est chose fort possible dans votre cas. À ce rendement composé, votre avoir net après impôt atteindra 1,4 million de dollars

environ quand vous aurez 45 ans, soit amplement pour prétendre à une belle préretraite.

Evidemment, je présume ici que vous parviendrez à épargner bon an mal an 40 000 \$. Or les revenus de location tirés des deux propriétés sont avant impôt et, probablement, avant les dépenses d'exploitation. Mais, en devenant immédiatement juriste, peut-être parviendrez-vous assez rapidement à mettre de côté 12 % de votre salaire annuel brut. Ce montant ajouté

aux revenus de location vous permettra probablement d'épargner bon an mal an près de 40 000 \$.

En optant pour le doctorat, vous reportez de quelques années l'amorce du processus de votre enrichissement. Peut-être que le diplôme vous permettra d'obtenir un salaire de beaucoup supérieur à celui que vous obtiendriez en ce moment. La différence suffira peut-être à combler le retard qu'implique forcément sur le plan de l'accumulation de son avoir le fait de poursuivre des études supérieures. À vous ici de faire votre propre calcul.

Pour ma part, j'estime préférable de rejoindre dès maintenant le marché du travail pour bâtir votre avoir. Amassez au plus vite les liquidités requises pour saisir les occasions de placement lorsqu'elles se présenteront. Voyez à suivre en même temps un cours pour vous familiariser avec les rouages de la Bourse. Car, à votre âge, toute votre épargne devra essentiellement être investie dans les actions de grandes entreprises versant de bons dividendes et recevant un solide potentiel de croissance.

D'ailleurs, les quelque 150 000 \$ provenant de la vente de la résidence de vos parents devraient aussi être investis dans les valeurs mobilières. Cependant, vos parents étant à la retraite, ledit montant devra être investi à parts égales entre des titres à revenus fixes de haute qualité et des actions de très grandes entreprises affichant un long historique de versements d'un dividende élevé et croissant. La construction dudit portefeuille devra s'étaler sur une période d'au moins un an et demi, de manière à pouvoir accumuler les actions des grandes entreprises ciblées graduellement, sur faiblesse des cours.

Pour ce faire, je vous recommande fortement de vous abonner à au moins une bonne lettre financière ou son équivalent afin de suivre les grandes entreprises canadiennes et américaines.

cchiasson@proplacement.qc.ca
Classe Internet: www.proplacement.qc.ca



Consolidated Thompson ne prendra pas le contrôle de Wabush

SYLVAIN LAROCQUE

La minière Consolidated Thompson Iron Mines s'est fait damer le pion par le géant indo-européen ArcelorMittal dans son projet de prendre le contrôle de la coentreprise Mines Wabush, présente sur la Côte-Nord et au Labrador.

Les investisseurs ont mal accueilli la nouvelle, faisant reculer de 9,5 % le titre de Consolidated Thompson, qui a clôturé à 4,84 \$ à la Bourse de croissance TSX, hier.

L'entreprise torontoise, qui a surtout des employés au Québec, comptait sur l'acquisition de Wabush pour en tirer des synergies applicables à son projet d'exploitation du dépôt de fer du lac Bloom, dans le comté de Duplessis, près de la frontière avec le Labrador.

Dans un entretien téléphonique, le président et chef de la direction de Consolidated Thompson, Richard Quesnel, a admis qu'il «aurait aimé» mettre la main sur Wabush, mais il a assuré que le projet du lac Bloom demeure tout à fait viable seul. «Les synergies qu'on voyait (avec Wabush) auraient simplement rajouté de la plus-value, mais le projet (du lac Bloom) demeure très solide en lui-même», a soutenu M. Quesnel.

Consolidated investit actuellement 410 millions pour construire des installations minières au lac Bloom. Dès son ouverture, prévue pour le premier trimestre de 2009, la mine du lac Bloom pourra produire sept millions de tonnes de concentré de minerai de fer par année, dont cinq millions de tonnes ont déjà trouvé preneur. Vendredi, des clients chinois se seraient montrés vivement intéressés par les deux autres millions de tonnes.

La construction des installations du lac Bloom, qui doit commencer cet automne, emploiera 400 personnes. Entre 250 et 300 personnes doivent travailler à la mine par la suite.

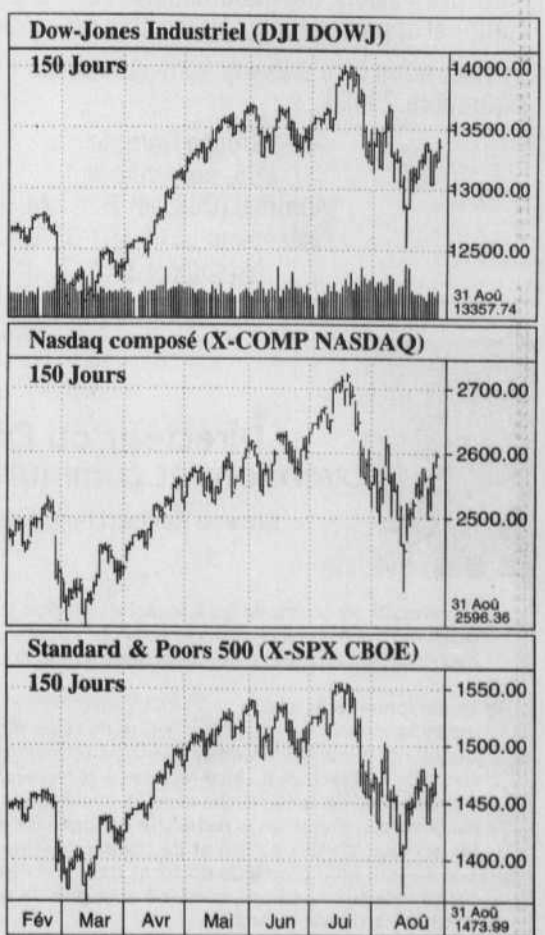
Le dépôt, connu depuis 1951, n'a pas été développé avant aujourd'hui à cause de son éloignement et des prix du fer, trop faibles jusqu'à tout récemment. Le dépôt du lac Bloom pourrait devenir la troisième plus importante mine de fer au Québec auprès Québec Cartier et l'Iron Ore Company. M. Quesnel estime que les coûts d'exploitation y seront parmi les plus bas en Amérique du Nord.

Le président de Consolidated croit que l'exploitation du dépôt du lac Bloom suscite de l'intérêt chez ArcelorMittal et ses autres concurrents, de sorte qu'il ne serait pas surpris de faire l'objet d'une offre d'achat un jour ou l'autre. Il assure toutefois que l'entreprise n'est pas à vendre.

Consolidated projetait d'acquiescer les participations de Stelco — qui vient d'être achetée par US Steel — et de Cleveland-Cliffs dans Mines Wabush à la condition que le troisième partenaire dans la coentreprise, Dofasco, lui laisse le champ libre.

Dofasco, qui appartient maintenant à ArcelorMittal, bénéficiait d'une option d'achat sur les participations de ses partenaires, qu'elle pouvait exercer dans les 90 jours suivant l'annonce des intentions de Consolidated Thompson. Avec l'acquisition de Mines Wabush, la production de fer de Dofasco passera de 1,5 million à 5 millions de tonnes. Mines Wabush emploie près de 800 travailleurs à Sept-Îles et au Labrador.

Presse canadienne



LES TAUX D'INTÉRÊT

Voici les taux d'intérêt en vigueur le 2 août 2007 dans les principales institutions financières au Canada. Ces taux sont fournis par les institutions financières.

Banques	Dépôt à terme					Prêt hypothécaire				
	30-59 jrs	1 an	3 ans	5 ans	6 mois	1 an	3 ans	5 ans		
HSBC Canada	2,30	3,40	3,60	3,85	6,75	7,05	7,30	7,24		
Nationale	2,40	3,00	3,40	3,60	6,75	6,95	7,30	7,19		
Laurentienne	2,40	3,30	3,50	3,70	6,75	6,95	7,30	7,14		
Royale	2,30	3,20	3,40	3,60	6,70	7,10	7,30	7,24		
Scotia	2,30	3,20	3,40	3,60	6,70	7,10	7,30	7,24		
TD	2,40	3,10	3,40	3,60	6,65	7,15	7,30	7,19		
B. Montréal	2,55	3,30	3,50	3,70	6,75	7,05	7,30	7,24		
CHC	2,40	3,30	3,50	3,70	—	—	—	—		
Desjardins*	2,40	3,30	3,50	3,70	6,75	6,95	7,30	7,15		

Fiducies	Dépôt à terme					Prêt hypothécaire				
	30-59 jrs	1 an	3 ans	5 ans	6 mois	1 an	3 ans	5 ans		
Desjardins	2,40	3,30	3,60	3,70	—	—	—	—		
Gr. Investors	—	—	—	—	6,75	7,05	7,30	7,24		
Capitale Ass.	—	—	—	—	6,90	7,04	7,29	7,19		

CONTRAT

SUITE DE LA PAGE C 1

Effectivement, on a pu entendre aux audiences de la CAAAQ au moins deux présidents de fédérations de producteurs (ceux de lait et de la volaille) affirmer que l'ouverture des marchés ne serait pas approuvée à l'OMC et que les tarifs en vigueur allaient demeurer. Ils ont tous deux affirmé que l'abolition des tarifs actuels qui dépassent 200 % rendrait leur production non concurrentielle. Ils sont incapables de considérer cette option, se réconfortant à la pensée que, jusqu'à maintenant, les tentatives en ce sens à l'OMC ont toutes échoué.

L'UPA vante le système québécois

Evidemment, le président Laurent Pellerin, qui a exposé hier la position de l'Union des producteurs agricoles (UPA) devant la CAAAQ, défend «le droit légitime des pays à aspirer à la souveraineté alimentaire», un principe en vertu duquel la gestion de l'offre et le système agricole appliqué au Québec ne devraient pas être remis en cause sur le plan international. L'UPA demande le main-

tien des tarifs et des importations à leur niveau actuel. Elle plaide en faveur d'une juste rémunération pour les producteurs à partir des revenus du marché.

Devant la commission, M. Pellerin a soutenu que l'atout le plus important du Québec agricole est sa différence, celle de l'approche collective, de la taille et de la propriété familiale de la plupart des fermes. «Nous avons inventé au Québec les mécanismes de la gestion de l'offre qui font l'envie des producteurs partout dans le monde», a-t-il dit. Il a mentionné qu'il fallait «se concentrer sur les éléments rassembleurs» et vanté le partenariat original qui a été conclu avec le gouvernement. «Est-ce un problème de gouvernance de partager avec l'Etat dans la Financière agricole, dans laquelle les producteurs mettent 200 millions sur un total de 600 millions?» M. Pellerin donne lui-même la réponse: «C'est un élément d'excellente gouvernance.»

On sait que la question de la gouvernance dans le système agricole québécois est l'un des thèmes majeurs dans les travaux de la commission. Certains soutiennent que l'UPA occupe une place trop

importante dans le système. Dans ses remarques, M. Pellerin a fait très brièvement allusion à ces critiques. En fait, il a situé son exposé au-dessus de la controverse. Il a expliqué que l'UPA s'était mise à l'écoute pendant les travaux de la commission, se réservant toutefois le droit de participer au débat lors du rapport de celle-ci aura été publié dans les premiers mois de 2008.

D'une manière générale, M. Pellerin considère que le système actuel a bien servi les producteurs et l'économie du Québec. Il attribue la crise financière de ces dernières années non pas à des facteurs structurels, mais plutôt à des situations ponctuelles, par exemple la crise de la vache folle, qui a affecté durement le secteur bovin à la suite de la fermeture de la frontière américaine. Quels changements apporterait-il au système? M. Pellerin a plutôt parlé d'un renforcement de la Loi sur la mise en marché, pour aider les producteurs à atteindre un niveau de revenus comparable à celui de l'ensemble de la société non agricole.

Le Devoir

EN BREF

Le PIB augmente de 3,4 %

Ottawa — Le produit intérieur brut s'est accru de 0,8 % au deuxième trimestre, pour un taux de croissance annualisé de 3,4 %. Il s'agit d'un léger ralentissement par rapport à la croissance de 1 % enregistrée au premier trimestre. Le taux annualisé du premier trimestre avait été de 3,9 %. En dévoilant ces données hier, Statistique Canada a expliqué que les dépenses de consommation et l'investissement ont accéléré par rapport au premier

trimestre, et les entreprises ont continué d'accroître leurs stocks. Malgré une montée appréciable de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine, a poursuivi l'agence fédérale, les exportations ont aussi augmenté à un rythme supérieur à celui du premier trimestre. La croissance était en outre concentrée dans les deux derniers mois du deuxième trimestre. Aux États-Unis, au deuxième trimestre, la croissance, sur une base annualisée, a été de 4 %, a souligné Statistique Canada. — PC



Monique DEVIARD, ANP et Fellow SCRP
Linda AMYOT avec la collaboration de Josiane Bôtit et Sophie Des Marais

CONCEVOIR ET ORGANISER UN ÉVÉNEMENT

Un document de travail et de référence

48 pages — 14,65 \$
ISBN 978-2-7601-6748-3

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.



Pamela GUNNING • **Rachel LALONDE**
Micheline SCHINCK • **Wynanne WATTS**

A NEW TWIST TO ENGLISH

Anglais langue seconde
3^e cycle du primaire

Student's Books 1 et 2 — 29 \$ chacune

LIDEC Inc.
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

GRATUIT !

Trousse de logiciels d'analyse Boursière

Recevez sans aucune obligation, notre trousse de démonstration :

- 3 CD-ROM, 17 vidéos totalisant 152 minutes d'enregistrement ;
- Un cours d'analyse technique ;
- Le logiciel d'analyse technique Marketvisionplus ;
- Le logiciel de cotes en temps réel Traderplus ;
- 10 jours d'utilisation gratuite pour les deux logiciels, sans frais ni obligation ;
- Un cours d'utilisation des logiciels .

Demandez, sans frais, la trousse complète par la poste en composant les numéros de téléphone ci-dessous ou par Internet à l'adresse suivante : www.demo.decisionplus.com



decisionplus.com

Tél: 514.392.1366
Sans frais: 1.877.392.1366
www.decisionplus.com

ÉCONOMIE

Crise immobilière

George W. Bush et Ben Bernanke se font rassurants

Washington — George W. Bush et le patron de la Banque centrale américaine Ben Bernanke sont montés au créneau hier pour tenter de rassurer sur la crise de l'immobilier, l'un avec des mesures concrètes d'aide aux ménages touchés, l'autre en rassurant le secteur financier.

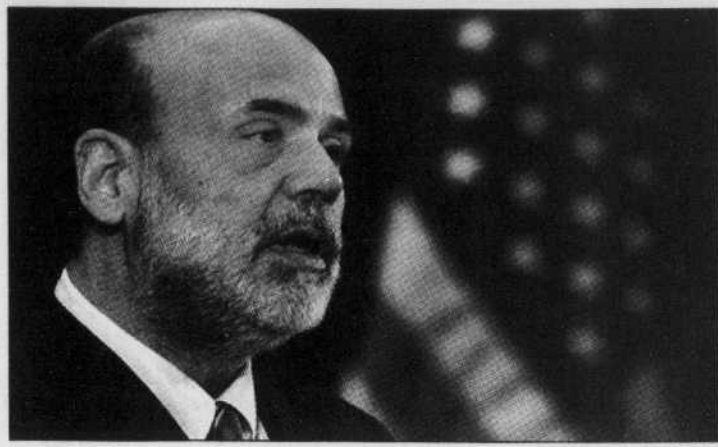
Le président américain a annoncé une série de mesures pour aider les ménages endettés à éviter la saisie de leur maison et endiguer la vague de non-recouvrements à l'origine de l'actuelle crise financière mondiale.

Il a notamment affirmé sa volonté d'assouplir le fonctionnement de l'Agence gouvernementale du logement (FHA), pour qu'elle puisse garantir les emprunts de propriétaires en difficultés en leur proposant des solutions de refinancement à des taux plus favorables.

Les principaux bénéficiaires seraient les personnes ayant contracté des emprunts à taux ajustables, massivement souscrits entre 2004 et 2006, et qui se trouvent aujourd'hui confrontées à une hausse dramatique de leurs mensualités.

Son administration va par ailleurs lancer une nouvelle «initiative pour éviter la saisie», et le gouvernement a pris une série de mesures «pour rendre le secteur du prêt plus transparent, plus fiable et plus juste», a dit M. Bush.

Alors que les appels à l'action politique se multiplient chez les démocrates notamment, il s'agit là de la première intervention visible de l'administration dans la crise du secteur immobilier à risques, qui ébranle les



Ben Bernanke

ALFRED CHENG JIN REUTERS

marchés financiers et menace de contaminer tout l'économie.

Sur ce plan, M. Bush s'est aussi voulu rassurant. Les marchés sont certes «dans une période de transition» et il «faudra davantage de temps» pour que le processus de réévaluation des risques touche à son terme, a-t-il estimé. Mais «d'ici là, l'économie américaine dans sa globalité reste assez forte pour résister à toute turbulence», selon lui.

De son côté M. Bernanke a assuré que la Fed ferait tout le nécessaire pour faciliter la résorption de la crise et empêcher qu'elle ne contamine le reste de l'économie.

«La Réserve fédérale se tient prête à prendre des mesures supplémentaires, en fonction des besoins, pour apporter des liquidités et favoriser le fonctionnement harmonieux des marchés», a-t-il promis.

Le patron de la Fed n'a pas précisé quelles pourraient être ces «mesures supplémentaires». La Banque centrale a déjà baissé son taux d'escompte le 17 août et elle procède quasi-quotidiennement à des injections de liquidités, mais ce que les marchés espèrent à présent est une baisse du taux directeur (Fed funds).

La Bourse a cependant accueilli favorablement ce discours. «La Fed va sûrement faire quelque chose pour résoudre la crise, Washington va aussi faire quelque chose, et les chiffres économiques sont bons, cela devrait permettre d'éviter une récession et c'est pour cela que le marché monte», a estimé Peter Cardillo, analyste chez Avalon Partners.

M. Bernanke s'est défendu de vouloir voler au secours des investisseurs pour les protéger de leurs mauvaises décisions, mais il a souligné que la Fed devait «prendre en considération» les effets économiques d'une crise des marchés.

Dans la situation présente, si le resserrement du crédit se poursuivait, cela «augmenterait les risques que la faiblesse du secteur immobilier s'avère plus grave ou plus durable», avec pour corollaire «d'éventuels effets négatifs sur les dépenses de consommation et l'économie en général».

Ce discours «valide les attentes que la Fed fasse le nécessaire [...]». Cela inclut une baisse du «Fed funds» si nécessaire, le 18 septembre», a réagi Stephen Gallagher de la Société générale.

Agence France-Presse

Les indices nord-américains grimpent

Les indices nord-américains ont fermement grimpé, hier, à la suite de propos tenus par Ben Bernanke, patron de la Réserve fédérale, et le président George Bush.

La banque centrale «fera ce qui est nécessaire pour limiter les effets négatifs, sur l'économie en général, des perturbations des marchés financiers», a dit M. Bernanke à des gens d'affaires réunis au Wyoming. À Washington, M. Bush a mis en contexte ce qui peut être fait: «Le gouvernement a un rôle à jouer mais il est limité. Une aide fédérale aux prêteurs ne ferait qu'encourager une répétition du problème.»

La Bourse de Toronto, l'indice S&P/TSX a bondi de 215,85 points, à 13 444,63. Le public investisseur a ainsi pris note de la hausse robuste du PIB au deuxième trimestre, soit 3,4 % sur 12 mois. Aux États-Unis, le département du Commerce a calculé les dépenses de consommation de juillet en croissance de 0,4 % en écart mensuel, le double du gain de juin. À Wall Street, l'indice Dow Jones des 30 valeurs industrielles a progressé de 119,01 points à 13 357,74.

Le dollar canadien a poursuivi sa montée, avec un gain de 22 centimes à 94,68 CUS grâce notamment au bilan du PIB canadien.

La Bourse de New York a terminé en forte hausse, l'indice Dow Jones gagnant 0,9 % tandis que le Nasdaq a pris 1,2 %. L'indice élargi Standard and Poor's 500 a lui progressé de 1,1 % (+16,35 points) à 1473,99 points.

Le marché a été aidé dès l'ouverture par une série d'indicateurs économiques favorables. Les propos tenus par George W. Bush et Ben Bernanke ont en outre rassuré les courtiers sur les répercussions de la crise de l'immobilier.

Ben Bernanke a déclaré que la Réserve fédérale (Fed) était prête à «prendre des mesures supplémentaires, en fonction des besoins, pour apporter des liquidités et favoriser le fonctionnement harmonieux des marchés». Or, «cela est vu comme une indication que la Fed va peut-être être prête à réduire ses taux d'intérêt en septembre», a commenté Al Goldman, analyste chez A.G. Edwards.

Quant à George Bush, il a annoncé une série de mesures pour aider les ménages endettés à éviter la saisie de leur maison et endiguer la vague de non-recouvrements à l'origine de l'actuelle crise financière mondiale. «Attaquer le mal à la source, c'est bien souvent la meilleure façon de procéder. C'est pourquoi la décision de George Bush d'aider les emprunteurs «subprime» est opportune»,

ont commenté les analystes de la banque Natixis.

«Cette annonce a largement contribué à rassurer les marchés, et explique en partie la hausse significative des actions aujourd'hui», ont-ils ajouté.

Côté indicateurs économiques, rappelons que les dépenses de consommation ont progressé de 0,4 % en juillet tandis que les revenus augmentaient de 0,5 %, soit plus que le consensus des analystes qui tablaient sur une hausse de 0,3 % pour les deux indices.

En ce qui concerne l'inflation, l'indice mesurant les prix lié aux dépenses de consommation (PCE) a progressé de 0,1 % en juillet, de même que l'indice de base (hors alimentation et énergie), ce qui est inférieur aux attentes des analystes (+0,2 %). Enfin, l'indice d'activité industrielle de la région de Chicago, les chiffres des commandes industrielles et l'indice de confiance de l'Université de Michigan sont aussi ressortis meilleurs qu'attendu.

Sur le marché obligataire, le rendement du bon du Trésor à 10 ans est monté à 4,54 % contre 4,5 % jeudi soir, et celui à 30 ans à 4,83 % contre 4,825 %.

Presse canadienne
Agence France-Presse

Bush annonce des mesures pour limiter les défauts de paiement

CARRIÈRES ET PROFESSIONS



GROUPE HOMME

QUEBEC MEDIA

Le Groupe Homme, chef de file en littérature générale au Québec, est à la recherche d'un(e) :

ADJOINT(E) À L'ÉDITION

Sous la direction du vice-président à l'édition et la supervision directe de l'éditeur, vous participerez notamment :

- au travail d'accompagnement des auteurs ;
- au suivi des projets et au respect des échéances ;
- à l'organisation des programmes éditoriaux ;
- à l'élaboration des catalogues saisonniers ;
- à la mise en place d'un nouveau système informatique de gestion des projets.

Vous œuvrez depuis plus de cinq ans dans le domaine de l'édition. Vous considérez que la rigueur et le respect des auteurs sont des valeurs incontournables. Vous aimez travailler en équipe et appréciez toutes les facettes des métiers de l'édition.

Veuillez nous faire parvenir votre curriculum vitae avant le 14 septembre 2007 à :

Groupe Homme
955, rue Amherst
Montréal (Québec) H2L 3K4
Télécopieur : 514-597-0370
rh@sqgides.com

Agence France-Presse

Washington — Le président George W. Bush a annoncé hier une série de mesures pour aider les ménages endettés à éviter la saisie de leur maison et endiguer la vague de non-recouvrements à l'origine de l'actuelle crise financière mondiale, a indiqué la Maison Blanche.

Il s'agit de la première intervention visible de l'administration dans la crise du secteur immobilier à risques, qui ébranle les mar-

chés financiers et menace d'atteindre tout le marché immobilier.

«Les marchés sont dans une période de transition» à un moment où les acteurs réévaluent les risques, a dit M. Bush, «ce processus est en cours depuis un certain temps, et il lui faudra davantage de temps pour arriver à terme».

«D'ici là, l'économie américaine dans sa globalité reste assez forte pour résister à toute turbulence», a-t-il dit.

M. Bush a cependant admis la «pression» pesant sur le marché immobilier et en particulier les problèmes causés par les emprunts hypothécaires à risques (subprime).

Face à l'augmentation alarmante du nombre de saisies qui devrait se poursuivre l'année prochaine, il a annoncé plusieurs mesures destinées à aider les propriétaires à refinancer leurs emprunts, à éviter les saisies, à identifier les emprunteurs exposés et à lutter contre ce que la Maison Blanche a appelé les pratiques «prédatrices» de certains prêteurs.

M. Bush a affirmé sa volonté d'assouplir le fonctionnement de l'Agence gouvernementale du logement (FHA), pour que davantage d'emprunteurs puissent bénéficier des assurances de cette agence gouvernementale. Il a pressé le Congrès d'adopter un projet de loi en ce sens qu'il lui avait soumis en 2006.

La FHA pourrait garantir les

emprunts de propriétaires en difficultés — avec au moins 90 jours de retards de paiement — en leur proposant des solutions de refinancement à des taux plus favorables.

Seraient concernées par ce programme les personnes avec des prêts à taux variable, massivement souscrits entre 2004 et 2006.

Ces taux, qui peuvent faire doubler les traites mensuelles, sont un facteur primordial de la crise.

Or plus de 2 millions de prêts immobiliers devraient voir leur taux augmenter d'ici à 2009.

La FHA pourrait ainsi aider 80 000 propriétaires en 2008, en plus des 160 000 qui doivent bénéficier de l'aide de l'organisme cette année, selon la presse.

M. Bush a par ailleurs dit sa volonté de suspendre provisoirement une disposition du code fiscal qui pénalise les ménages renégociant leur prêt.

Son administration va par ailleurs lancer une nouvelle «initiative pour éviter la saisie», destinée selon M. Bush à aider les gens à comprendre les options financières à leur disposition et à identifier les propriétaires exposés.

En outre, «le gouvernement fédéral a pris une série de mesures pour rendre le secteur du prêt plus transparent, plus fiable et plus juste», a dit M. Bush.

Agence France-Presse

VILLE DE QUÉBEC
Secrétaire générale ou secrétaire général
Bureau de l'ombudsman
(Emploi temporaire pour une période de cinq ans)

La Ville de Québec est à la recherche de personnes qualifiées pour exercer l'emploi de secrétaire générale ou secrétaire général du Bureau de l'ombudsman.

Sommaire de la fonction

Sous l'autorité du président du Bureau de l'ombudsman, la personne titulaire de ce poste, planifie, dirige et contrôle l'ensemble des activités et les ressources du Bureau de l'ombudsman. À ce titre, elle assure la réception et le traitement des demandes ou plaintes logées auprès du Bureau, et ce, en conformité avec les règles et pratiques établies par le conseil municipal et le Bureau. Elle supervise et coordonne le processus d'intervention et d'enquête, soumet les recommandations appropriées quant à l'intervention du Bureau et collabore à la rédaction des décisions. Elle assure un rôle conseil auprès du Bureau pour le traitement des affaires relevant de sa compétence et est responsable d'acheminer les décisions du Bureau auprès de l'administration municipale ainsi qu'aux personnes concernées par une plainte.

Exigences

Détenir un diplôme universitaire de premier cycle pertinent au domaine juridique et avoir acquis un minimum de huit (8) années d'expérience pertinente à l'emploi, dont au moins cinq (5) ans dans un poste ayant comporté des tâches de coordination et de gestion. Posséder une très bonne connaissance du milieu municipal et de l'environnement juridique rattaché à l'exercice de l'emploi. Démontrer les habiletés nécessaires pour exercer dans un poste où le leadership, le sens de l'organisation, le contrôle, de même que des habiletés supérieures en communication orale et écrite sont essentiels. Être en mesure de promouvoir, par ses actions et ses décisions, une approche-client et le rayonnement de l'organisation, démontrer une capacité à travailler en partenariat ainsi qu'en équipe avec des intervenants variés.

Traitement

82 278 \$ à 100 380\$ (échelle 2006) et boni au rendement. Poste temporaire d'une période de cinq ans avec possibilité de prolongation.

Inscription

Faire parvenir un curriculum vitae ainsi qu'une lettre de présentation, en mentionnant le numéro de concours, au Service des ressources humaines, Ville de Québec, 2, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 4^e étage, Québec, G1R 4J3 ou par courriel (format Word) à rh.emploi@ville.quebec.qc.ca, au plus tard le vendredi 14 septembre 2007.

La Ville de Québec souscrit au principe d'équité en emploi.

Mentionner le numéro de concours CADRT-28-2007



Osons rêver et créer ensemble

La Commission scolaire de la Capitale, dont le siège social est situé à Québec, dessert une clientèle d'environ 28 000 élèves répartis entre quarante-neuf écoles primaires, onze écoles secondaires, deux centres d'éducation aux adultes et sept centres de formation professionnelle et une école primaire-secondaire régionale avec suivi en pédiopsychiatrie. Elle administre un budget de 260 millions de dollars. Elle est à la recherche de candidates et de candidats afin de combler le poste de :

CONSEILLÈRE/CONSEILLER

PÉDAGOGUE DU RÉCIT AU SECONDAIRE

(Réseau de personnes-ressources pour le développement des Compétences des élèves par l'Intégration des Technologies) (remplacement jusqu'au 30 juin 2008 avec possibilité de prolongation) CONCOURS SRH-07-08-11

NATURE DU TRAVAIL

Les principales tâches sont orientées vers la formation continue du personnel enseignant dans le domaine des technologies, en conformité avec le nouveau Programme de formation de l'école québécoise. La personne occupant ce poste assume la responsabilité de l'accompagnement et du soutien au développement et à la mise en œuvre de projets pédagogiques et innovateurs dans le domaine des technologies éducatives. Elle participe également à la concertation régionale et nationale des animatrices et animateurs de RÉCIT, dont la mission est de favoriser l'émergence et la diffusion d'une culture de réseau ainsi que le soutien en matière de TIC dans les domaines d'apprentissage.

QUALIFICATIONS REQUISES

- Baccalauréat en sciences de l'éducation ou diplôme de premier cycle, dans un champ d'études approprié.
- Expérience d'enseignement au secondaire d'au moins trois années.
- Expérience d'animation du personnel enseignant d'au moins trois années.
- Un diplôme en technologie éducative est un atout.
- Très bonne connaissance du français, tant à l'oral qu'à l'écrit.

CONDITIONS DE TRAVAIL ET TRAITEMENT

Salaires variant entre 35 200 \$ et 66 734 \$ annuellement.

OFFRE DE SERVICES

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae en mentionnant le numéro du concours sur la lettre de présentation. Ces candidatures devront être reçues aux Services des ressources humaines, au plus tard le vendredi 7 septembre 2007 avant midi.

Commission scolaire de la Capitale - Services des ressources humaines
1900, rue Côté, Québec (Québec) G1N 3Y5
Courriel : nadeau.france@csccapitale.qc.ca • Télécopieur : (418) 686-4045

Seules les personnes retenues suite à une présélection seront contactées.

La Commission scolaire de la Capitale applique un programme d'accès à l'égalité à l'emploi et invite les femmes, les membres des minorités visibles, les membres des minorités ethniques, les autochtones et les personnes handicapées à soumettre leur candidature.

www.csccapitale.qc.ca

Directeur ou Directrice Subventions et communications
Bureau Recherche-Développement - Valorisation

L'Université de Montréal est à la recherche d'un Directeur ou Directrice des subventions et communications du Bureau Recherche-Développement - Valorisation (BRDV).

La personne recherchée :

assure la supervision et la coordination de l'ensemble des activités du BRDV en matière de subventions de recherche et octrois, conseille la direction du Vice-rectorat à la recherche en matière d'orientation de la recherche et de la planification stratégique du développement de la recherche et supervise et coordonne les activités d'information et de communication du BRDV. Elle détient un diplôme de doctorat dans une discipline jugée pertinente aux fonctions, combiné avec plus de six années d'expérience pour le poste.

Procédure de mise en candidature :

Si vous êtes intéressé(e) par ce poste, vous êtes prié(e) de visiter le site Web de l'Université de Montréal (<http://www.drh.umontreal.ca/offre/index.html>), section postes offerts à tous, afin de prendre connaissance des responsabilités et des exigences du poste.

Vous pouvez poser votre candidature, au plus tard le 14 septembre 2007, en faisant parvenir votre curriculum vitae et une lettre de présentation dans laquelle vous indiquez votre vision du poste à dotation-externe@drh.umontreal.ca, en indiquant en objet, la référence H-07-08.

L'Université de Montréal souscrit aux principes d'accès à l'égalité en emploi et invite les femmes, les membres des minorités visibles et des minorités ethniques, les personnes handicapées et les autochtones à poser leur candidature.

Université de Montréal

ÉCONOMIE

Loi antimonopole: plus difficile d'obtenir le ticket d'entrée en Chine

JOËLLE GARRUS

Pékin — La Chine s'est dotée hier de sa première loi antimonopole, en gestation depuis 13 ans, qui durcit les conditions d'acquisition d'entreprises chinoises par des étrangers.

La loi, adoptée par le Parlement, prévoit en particulier une enquête de sécurité nationale avant toute fusion ou acquisition par des étrangers, en sus de vérifications sur l'éventuel caractère monopolistique du projet.

Ces précautions, pour certains analystes, sont dues à la crainte de la Chine de perdre des fleurons industriels alors que le pays, en passe de devenir la troisième économie de la planète, n'est plus avide de capitaux venus de l'extérieur et fait même face à un trop-plein de liquidités.

Devant le spectre des multinationales avalant les compagnies chinoises, plus d'une acquisition ou tentative ont donné lieu depuis deux ans à des discours natio-

nalistes, qu'il s'agisse des visées du fonds américain Carlyle sur le constructeur d'engins de travaux Xugong ou du rachat par le français Seb (petit électroménager) de Supor (articles de cuisine).

«Mais il ne s'agit pas de viser les étrangers. La loi permet aussi aux autorités de gérer les monopoles de leurs grandes compagnies d'Etat», tempère Shen Ming-gao, analyste du groupe bancaire américain Citic.

Pourtant, tout en se félicitant de l'adoption d'un texte censé poser les bases d'une concurrence saine, la Chambre européenne de commerce et d'industrie comme son homologue américaine ont aussitôt souhaité, dans des communiqués, des «clarifications».

La première a indiqué «attendre de cette loi qu'elle constitue un cadre légal transparent et cohérent» pour que les entreprises puissent «évaluer la conformité de leurs accords et activités de fusions-acquisitions».

Elle a «donc appelé à la publication rapide de directives basées sur des modèles économiques [...] et une plus grande clarification des procédures dans le processus d'examen de la concurrence et des violations des droits de propriété intellectuelle».

Saluant «ce pas positif pour le développement en cours d'une économie de marché», le président de l'AmCham James Zimmerman a souligné qu'il «n'était que le premier vers l'établissement d'un régime concurrentiel complet».

«Nous espérons d'autres clarifications [...] Nous espérons qu'en appliquant la loi, les autorités de la concurrence se fonderont sur les principes économiques modernes et les pratiques internationales en vigueur», a ajouté le responsable.

Les entreprises étrangères se plaignent régulièrement en Chine d'un manque de lisibilité des règlements.

Cela avait été le cas quand le ministère du Commerce avait annoncé l'année der-

nière que son accord serait désormais nécessaire pour le rachat d'entreprises chinoises de renom ou présentes dans des secteurs-clés, sans spécifier lesquels.

Jeu du porte-parole du ministère du Commerce, Wang Xinpei, n'a pas souhaité commenter l'impact éventuel de la loi sur les compagnies étrangères, préférant insister sur ses bénéfices pour les consommateurs chinois.

Elle permettra de contrecarrer les cartels et ententes illicites, «perturbant l'ordre du marché», à l'instar de ce qui se fait dans d'autres pays, a-t-il expliqué.

Le gouvernement chinois a récemment demandé aux autorités locales d'enquêter sur des hausses suspectes des prix de l'alimentaire, alors que ce secteur est en grande partie responsable de l'inflation depuis quelques mois.

Agence France-Presse

BOURSE

SUITE DE LA PAGE C 1

«Pour moi, ce qui est important, c'est de garder ce rôle de Montréal, ce rôle de Bourse des dérivés», a déclaré la ministre lors d'un entretien avec la Presse canadienne. Priée de dire ce que pourrait faire Québec devant une éventuelle situation de fusion, la ministre a répondu que le gouvernement Charest ne «veut pas avoir l'air d'une république de bananes». «Il est clair que le gouvernement doit être vigilant et suivre la situation, a-t-elle dit. Ce qu'on veut, nous, c'est que Montréal demeure un endroit de produits dérivés qui grossisse et qui joue un rôle déterminant.»

M. Lacoste a estimé qu'il faudrait voir un plan concret afin de se prononcer de manière définitive sur le sujet. «La question de la propriété, on la vit dans le monde des Bourses comme dans celui des entreprises industrielles. On vient de voir Alcan passer aux mains de Rio Tinto, les aciéries, etc. Avec la mondialisation, il y a des joueurs énormes qui ont de gros moyens. Alors, une fusion de Toronto et Montréal, il y a une apparence de logique à voir ça sur papier, mais quel serait le plan derrière ça pour la Bourse de Montréal? On l'ignore. Personne ne le voit.»

Partage des rôles

Les places boursières canadiennes ont effectué une grande réorganisation en 1999. La Bourse de Toronto a obtenu l'exclusivité des actions de grandes compagnies alors que celle de Montréal s'est spécialisée dans les produits dérivés, c'est-à-dire les options et les contrats à terme. De plus en plus utilisés au fil des ans, ces instruments financiers très complexes permettent à un gestionnaire de portefeuille de gérer le risque.

Les deux Bourses ont signé un pacte de non-agression de dix ans, dont l'échéance est prévue pour 2009. Depuis deux ans, la Bourse de Toronto ne cesse de dire qu'elle sautera immédiatement dans le secteur des produits dérivés aussitôt qu'elle le pourra. Comparativement au marché des actions, le secteur des produits dérivés est en pleine croissance: depuis 2002, les revenus de la Bourse de Montréal ont crû de 25 % par année.

Son président, Richard Nesbitt, est allé jusqu'à lancer des fleurs à la Bourse de Montréal, jusqu'à imaginer un rapprochement et à lui conférer d'avance un futur rôle de «centre d'excellence des produits dérivés». La remarque avait profondément irrité les dirigeants montréalais, digérant mal de se faire dire ce qu'ils auraient le droit d'être ou de ne pas être.

Les actionnaires de la Bourse de Montréal sont essentiellement les firmes de courtage qui occupaient des sièges. Une partie des actions appartient aussi aux employés. Une règle empêche à quiconque de détenir plus de 10 % des actions, ce qui signifie qu'une prise de contrôle nécessiterait une refonte de sa charte.

Les actions, qui se négociaient auparavant en privé, ont récemment été inscrites à la Bourse de Toronto. Hier, elles ont bondi de 3 % à 31,15 \$.

Le Monde

Le Devoir

Les investisseurs étrangers inquiets

BRICE PEDROLETTI

La loi antimonopole adoptée jeudi après des années de débats par le Congrès national du peuple, le parlement chinois, provoque des inquiétudes chez les investisseurs étrangers.

Une clause de sécurité nationale permet en effet aux pouvoirs publics d'autoriser ou non l'acquisition d'une société chinoise par des intérêts étrangers. Cette disposition fait craindre que l'empire du Milieu n'adopte une attitude moins ouverte que par le passé vis-à-vis des investissements étrangers. «On ne peut s'empêcher de penser aux dossiers SEB, Carlyle, Schneider ou Danone», note à Shanghai un observateur des milieux économiques. Ces entreprises occidentales se sont retrouvées ces derniers mois, à des degrés divers, confrontées à de sérieuses difficultés lors de projets de rachat de sociétés

chinoises ou bien dans la gestion de partenariats déjà établis.

«Il n'y a pas de raison d'avoir peur de cette loi : elle va justement s'appliquer non seulement aux étrangers mais aussi aux Chinois, dans des secteurs où ceux-ci n'étaient soumis à aucun contrôle de la concentration», estime Guillaume Rougier-Brière, avocat au cabinet Gide Loyrette Nouel à Pékin et spécialiste des fusions-acquisitions.

Hors des secteurs clairement protégés contre les investissements étrangers, comme l'aviation, l'automobile, les télécommunications, le matériel militaire et l'énergie, les secteurs dominés par des entreprises d'Etat comme l'assurance ou la banque pourraient être plus ouverts.

Clarification

«Tout à coup, on va se retrouver avec un texte synthétique unique qui légifère

sur les ententes, les cartels et les abus de position dominante. On peut donc se poser la question de savoir si demain il y aura des enquêtes sur tel ou tel acteur du marché, chinois ou étranger», ajoute M^r Rougier-Brière.

La maturation de l'économie chinoise fait jouer aux fusions-acquisitions un rôle de plus en plus central dans l'investissement étranger en Chine.

«Les étrangers ont longtemps procédé en Chine par des investissements en société mixte, car il s'agissait de constituer un outil de production et d'exporter, souligne à Shanghai un autre avocat occidental. Désormais, les multinationales visent le marché chinois et privilégient les acteurs ayant les meilleures parts de marché, de préférence en prenant leur contrôle. Les lois chinoises s'adaptent à cette évolution. La loi anticoncurrence procède de cette clarification.»

Pour ces spécialistes du droit chi-

nois, il s'agit de surveiller l'application de la nouvelle loi que fera la commission anticoncurrence appelée à voir le jour.

Echaudée par le refus des États-Unis d'autoriser le rachat par le pétrolier Cnooc de son concurrent américain Unocal en 2005, la Chine se dote d'une réglementation équivalente à celle en vigueur en Occident.

«C'est une déclinaison juridique du patriotisme économique, mais la Chine n'est pas la seule à le faire. Des pays européens ont pris des mesures pour protéger leurs intérêts stratégiques vis-à-vis notamment des fonds souverains, en visant ouvertement l'Inde et la Chine, juge Me Rougier-Brière. Mais il serait naïf d'espérer que la future commission antimonopole soit aussi indépendante qu'en Europe ou aux États-Unis.»

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

AVIS est par les présentes donné que le 20 août 2007, **CONFECTION PUGLIESE INC.**, a fait cession de ses biens, corps politique légalement constitué, situé au 9615, Papineau, Suite 185, Montréal, Québec et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 10 septembre 2007 à 10 h 00 au bureau du syndic, 8585, boul. St-Laurent, Suite 210, Montréal (Qc).

G. BILL HAFNER, CIRP Syndic
8585, boul. St-Laurent
Bureau 210
Montréal (Québec) H2P 2M9
Tél.: (514) 382-6722
Télex: (514) 382-9328

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

AVIS est par les présentes donné que le 21 août 2007, **3806235 CANADA INC.**, a fait cession de ses biens, corps politique légalement constitué, situé au 248, Hébert, Dollard des Ormeaux, Québec et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 10 septembre 2007 à 11 h 00 au bureau du syndic, 8585, boul. St-Laurent, Suite 210, Montréal (Qc).

G. BILL HAFNER, CIRP Syndic
8585, boul. St-Laurent
Bureau 210
Montréal (Québec) H2P 2M9
Tél.: (514) 382-6722
Télex: (514) 382-9328

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

AVIS est par les présentes donné que le 28 août 2007, **9009-7924 QUEBEC INC.**, a fait cession de ses biens, corps politique légalement constitué, situé au 4201 Jarry Est, Montréal, Québec et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 18 septembre 2007 à 10 h 00 au bureau du syndic, 8585, boul. St-Laurent, Suite 210, Montréal (Qc).

G. BILL HAFNER, CIRP Syndic
8585, boul. St-Laurent
Bureau 210
Montréal (Québec) H2P 2M9
Tél.: (514) 382-6722
Télex: (514) 382-9328

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES • HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi

Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: 514-985-3344 Fax: 514-985-3340

Sur Internet : www.ledevoir.com/avis.html + www.ledevoir.com/offres.html

Courriel : avisdev@ledevoir.com

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE :

9140-2743 QUÉBEC INC.
8, Chemin Bellevue
Austin (Qc) JOE 1P0

AVIS est par les présentes donné que la faillite de **9140-2743 QUÉBEC INC.** est survenue le 30^{er} jour d'août 2007, et que la première assemblée des créanciers aura lieu le 10^{er} jour de septembre 2007, à 14h00, au 7100, rue Jean-Talon Est, bur. 600, Anjou (Qc) H1M 3S3.

Date le 21 août 2007.

Johanne Serpone, CIRP LE GROUPE SERPONE, SYNDIC DE FAILLITE INC.
7100, rue Jean-Talon Est
Bureau 600, Anjou (Québec) H1M 3S3
Tél.: (514) 355-6553
Télex: (514) 355-8423

CHUS
Des gens de soins d'excellence

APPEL D'OFFRES PUBLIC PROJET: 0654

Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
Hôpital Fleurimont et Hôtel-Dieu Sherbrooke

Le CHUS (555, rue Murray, Sherbrooke, Québec, J1G 2K8) demande des soumissions pour les travaux de construction pour le projet mentionné ci-dessous:

0654 – Mise à niveau chambres d'isolement respiratoire CHUS Hôpital Fleurimont et Hôtel-Dieu

Les documents contractuels préparés par :
Michel Jubinville architecte
101, rue Court
Sherbrooke (QC) J1H 1G5
Tél.: (819) 566-2232
jubinville@mjbubinville.com
Numéro de dossier de l'architecte 06-09-05

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL
No. 500-04-045378-073

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre de la famille)
PRÉSENT
GREFFIER ADJOINT
EDELVINE LORMESTOIRE

Partie demanderesse
- c -
PHILEMOND PIERRE,
Partie défenderesse
ASSIGNATION

ORDRE est donné à PHILEMOND PIERRE, de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal, au local 1.120 dans les 10 jours de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

La requête pour garde d'enfant sera présentée devant le tribunal de la Cour Supérieure de Montréal, 1 rue Notre-Dame Est, à Montréal, le 16 octobre 2007, salle 217, à 9:00 heures ou aussitôt que Conseil pourra être entendu.

Une copie de la requête en modification des mesures à savoir en annulation et fixation de pension alimentaire et pour jugement intermédiaire sera présentée pour adjudication devant l'un des Honorables Juges de la Cour Supérieure au Palais de Justice de Montréal, 1 rue Notre-Dame Est, à Montréal, le 16 octobre 2007, salle 217, à 9:00 heures ou aussitôt que Conseil pourra être entendu.

Une copie de la requête en modification des mesures à savoir en annulation et fixation de pension alimentaire et pour jugement intermédiaire a été remise au greffe à l'intention de Madame C. PIERRE, le 23 juillet 2007.

A Montréal, le 23 juillet 2007
Julie Gagné
Greffier adjoint

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL
No. 500-12-228263-962

COUR SUPÉRIEURE
Chambre de la famille
PRÉSENT GREFFIER-ADJOINT
Céline Brabant,
Domicile inconnu

Demanderesse
C.
Claude Mercier,
6687 Jolques, ville et district de Montréal, H4E 2W7

Défendeur
ASSIGNATION

Prenez avis qu'une requête en modification des mesures accessoires à savoir en annulation et fixation de pension alimentaire et pour jugement intermédiaire sera présentée pour adjudication devant l'un des Honorables Juges de la Cour Supérieure de Montréal, 1 rue Notre-Dame Est, à Montréal, le 16 octobre 2007, salle 217, à 9:00 heures ou aussitôt que Conseil pourra être entendu.

Une copie de la requête en modification des mesures à savoir en annulation et fixation de pension alimentaire et pour jugement intermédiaire a été remise au greffe à l'intention de Madame Celine Brabant.

Montréal, le 30 août 2007.
Michel Pellerin
Greffier adjoint

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE TERREBONNE
NO 700-17-003966-073

COUR SUPÉRIEURE
Maude RACINE

ET
Jocelyn CHOUINARD

DEMANDEUR
ET
Arthur BIGRAS, adresse inconnue

INTIMÉ
ET
L'officier adjoint du Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Terrebonne

ET
Ville de Sainte-Thérèse

ET
Robert LACOURSE

ET
Lucie QUELLETTE

ET
Myro JEAN

ET
Johanne Cloutier

MIS EN CAUSE
ASSIGNATION

PAR ORDRE DE CETTE COUR:

Avis est donné à l'intimé, Arthur BIGRAS, que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour Supérieure du District de Terrebonne une demande introductive d'instance. Une copie de cette demande et de l'avis au défendeur ont été laissés à l'intention de la partie intimée, Arthur BIGRAS, au greffe du tribunal au Palais de Justice de St-Jérôme, situé au 25, rue De Martigny Ouest, Ville de St-Jérôme, province de Québec. Il est ordonné à la partie intimée, de comparaître dans un délai de 30 jours de la publication de la présente ordonnance. De plus, PRENEZ AVIS qu'à défaut par vous de signifier ou constater dans lesdits délais, le demandeur procédera à obtenir contre vous un jugement par défaut conforme aux conclusions qu'il sollicite.

Soyez aussi avisé que la demande introductive d'instance sera présentée pour décision devant le tribunal le jeudi, 4 octobre 2007 à 9h00 heures en la salle B1.04 du palais de justice de St-Jérôme.

A St-Jérôme, le 30 août 2007.
Greffier adjoint

Météo Média
mteomedia.com

Lever du soleil: 6h15
Coucher du soleil: 19h33

Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Sol 18/7	Var 20/7	Londres	Nua 20/15	Var 21/13
Moncton	Var 18/11	Sol 20/14	Los Angeles	Sol 32/21	Sol 33/21
Saint-Jean	Var 19/13	Sol 17/15	Mexico	Plu 17/12	Plu 19/11
Toronto	Sol 23/12	Sol 26/16	New York	Sol 25/16	Sol 24/17
Vancouver	Var 19/14	Var 19/16	Paris	Nua 18/14	Nua 20/12
Winnipeg	Ora 31/13	Sol 24/13	Tokyo	Nua 24/24	Sol 26/25

Montréal
Aujourd'hui 21
Ensoleillé. Ciel dégagé.

Québec
Aujourd'hui 19
Ensoleillé. Ciel dégagé.

Gatineau
Aujourd'hui 20
Ensoleillé. Ciel dégagé.

© MétéoMédia 2007

Montréal	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
21	8	22/17	25/14	21/14
	Ciel dégagé.	Passages nuageux.	Ciel variable.	Ciel variable.

Québec	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
19	5	19/16	21/12	18/8
	Ciel dégagé.	Ciel variable.	Quelques averses, pdp 40%.	Ciel variable.

Gatineau	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
20	8	22/18	26/12	18/14
	Ciel dégagé.	Passages nuageux.	Ciel variable.	Pluie, pdp 90%.

AVIS PUBLIC

Association Provinciale de Crédit (3218937 Canada Inc.)
404 Boul. Décarie, suite 201
St-Laurent (Qué) H4L 5E5

L'Association Provinciale de Crédit porte à l'attention du public, qu'à titre d'agent de renseignements personnels sur mandat spécifique de ses clients uniquement, elle recueille et détient des données de nature personnelle ou financière sur des individus. Elle communique par la suite à ces mêmes clients qui en ont fait la demande des rapports de crédit mis-à-jour au sujet du caractère de la réputation et de la solvabilité de ces individus.

À la présentation d'un document justifiant de votre identité, il vous est possible de savoir si nous détenons un dossier sur vous et, le cas échéant, de le consulter gratuitement dans nos bureaux. La consultation de votre dossier peut également se faire par demande écrite ou téléphonique. Des frais raisonnables peuvent être exigés pour la transcription, la reproduction et la transmission des renseignements qui y sont contenus.

Il vous est aussi possible, par demande écrite, de faire corriger dans votre dossier des renseignements inexacts, incomplets ou équivoques ou de les faire supprimer si leur collecte n'est pas autorisée par la loi.

Votre demande de consultation ou de rectification doit être adressée à:

Monsieur Claude Archambault
Association Provinciale de Crédit
Téléphone (514) 744-2314 ou sans frais
1-800-210-9882

Les frais d'impression des plans et devis seront acquittés par les entrepreneurs et sous-entrepreneurs et payables à l'ACQ régionale.

Les soumissions devront être accompagnées soit d'un cautionnement de soumission délivré par une institution financière et établi au montant de quarante mille dollars (40 000 \$) valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions, soit d'un chèque visé au montant de vingt mille dollars (20 000 \$) fait à l'ordre du propriétaire, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec ou du Canada dont la valeur nominale est de vingt mille dollars (20 000 \$).

Les soumissions seront reçues au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, service des approvisionnements, 500, rue Murray, suite 400, Sherbrooke, Québec, J1G 2K6, téléphone (819) 346-1110 poste 21224 (le dépôt, en personne, des documents de soumission doit s'effectuer au local 3230), le mercredi 26 septembre 2007 à 14h00 (heure locale) pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Une visite de projet est prévue pour lundi le 17 septembre 2007 à 13h15 à partir de l'entrée principale de l'Hôpital Fleurimont et se terminera à l'Hôtel-Dieu pour tous les entrepreneurs et sous-entrepreneurs.

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur place d'affaires au Québec, en Ontario ou au Nouveau-Brunswick et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment. Le contrat est assujéti à l'AQO, à l'AQNB et à l'annexe 502.4 de l'ACI.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission, et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelque autre des soumissions reçues.

François LaRue
Coordonnateur des approvisionnements

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE LAVAL
COUR DU QUÉBEC NO: 540-32-015390-048 MARC BEAULIEU, ex qualifié SUCCESSION NICOLE TRUDEAU Partie demanderesse c. PIERRE TRUDEAU Partie défenderesse

Le 14^{ème} jour du mois de septembre 2007 à 11:30, au 1957, des Beauséjour, Laval (Québec) district de Laval, seront vendus par autorité de justice, les biens et effets de la partie défenderesse, saisis en cette cause, consistant en: - 1 véhicule automobile de marque Mazda Protégé, 1993, de couleur bleu, numéro JM1BC1433V10170743, immatriculé 590 FAA. Conditions: ARGENT COMPTANT Laval, le 30 août 2007 MICHEL BOISSEAU Huissier de Justice Jasmin, Piro, huissiers de justice 257, boul. Ste-Rose suite 207 Ste-Rose, Laval (Québec) H7L 1M1 Tél: (450) 622-9222

JEAN FORTIN & ASSOCIÉS syndics

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Dans l'affaire de la faillite de :

FAILLITE LES CONSTRUCTIONS ANDRÉ ST-PIERRE LTÉE
52, rue St-Isidore
Oka (Québec) J0N 1E0

Assemblée
17^{ème} jour de septembre 2007 à 10 h 00 au BUREAU DU SYNDIC à l'adresse suivante : 110, BOUL. CREMAZIE OUEST, BUREAU 1120, MONTRÉAL (QC) H2P 1B9.

Le 31 août 2007.

Jean Fortin & Associés Syndics Inc.
Tél.: (450) 442-3260 www.jeanfortin.com

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE (paragraphe 102(4) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de :

9075-1678 Québec Inc. corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaire au 4684, Chemin Neuf, Sainte-Agnès-de-Dundee (Québec)

Compagnie débitrice

AVIS est par les présentes donné que la faillite de 9075-1678 Québec Inc. est survenue le 23 août 2007 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 7 septembre 2007 à 9h00, au bureau du Syndic au 2111, chemin Gascon, Terrebonne (Québec)

DATÉ DE TERREBONNE, ce 29^{ème} jour d'août 2007.

GROUPE LEBLANC SYNDIC INC. SYNDIC
2111 Chemin Gascon, Terrebonne (Québec) J6X 4H2
Téléphone : (450) 961-0008
www.dettes.ca

Raymond Chabot inc.

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS

Dans l'affaire de la faillite de :

CLÔTURE MASSON INC.

Avis est par les présentes donné que la faillite de Clôture Masson Inc. ayant fait affaires au 1800, ave. Saint-Jean, Mascouche (Qc) J7K 3A8, est survenue le 17 août 2007, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 7 septembre 2007, à 9 h 30, au 2500, boul. Daniel-Johnson, bureau 300, Laval (Québec).

Fait à Laval, le 30 août 2007.

RAYMOND CHABOT INC.
Syndic de l'actif de Clôture Masson Inc.
Roch Gauthier, CA, CIRP
Responsable de l'actif

Les Tours Triomphe
2500, boul. Daniel-Johnson
Bureau 300
Laval (Québec) H7T 2P6
Téléphone : (450) 682-1115
Télécopieur : (450) 682-6663

Météo Média

Vos prévisions météo à temps en tout temps sur www.mteomedia.com

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel :
petitesannonces@ledevoir.com

AVIS DE DÉCÈS

I · N · D · E · X

REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

100 VISITES LIBRES

PLATEAU - NOUVEAU
Concept condo-hôtel sur 3 étages en face du parc Baldwin. En totalité ou par appartement. Visite libre sam.-dim. 14h-16h 2303 Terrasse Guindon. Pierre Delorme 514 231-3319 D. Blaser crtr

SUTTON
Magnifique propriété Voir annonce encadrée
Sous rubrique CANTONS DE L'EST

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

AHUNTSIC - CONDOS
3 1/2, 4 1/2, 5 1/2 ascenseur, terrasse, garage. Financement disponible Joseph Perret 514 951-3334 Sutton Immobilia

NOUVEAU - CHOMEDÉY
Condo 2 c.c., foyer, terrasse. Stat. Libre. Aubaine Joseph Perret 514 951-3334 Sutton Immobilia

VILLERAY et PLATEAU
6 unités. Idéal pied à terre 1 c.c. À partir 105 000\$ 514 707-1672

121 ESTRIE

UNE MAGNIFIQUE PROPRIÉTÉ À SUTTON VENDUE PAR LE PROPRIÉTAIRE
Visite libre dim. le 2 sept. de 13h à 17h 1 chemin Brookfall (Sutton à l'intersection Schwoizer - Montagne)

2,5 acres, chalet, lac avec poss. de nager et avec une chute d'eau (cascades), ruisseau, maisonnette dans les arbres (tree house), grand stat. Chalet : 4 c.c., 2 s. de b, sauna, foyer, large terrasse, pleinement meublé, accessoire. Possibilité de construire une 2^e maison (ou court de tennis), près d'un ruisseau sur la propriété. 310 000\$. 450 538-3409, 514 688-4701, 514 827-4707

ST-ARMAND Loft 30'x40' habitable atelier 1200p.c. chauffé. Cons. 04 PRIX liquidation. 450 295-2462

130 MAISONS DE CAMPAGNE

ST-DAMIEN-DE-BRANDON (c1860) 3 ch., foyer, poêle à bois, superbe domaine 40 acres, 90 min. de Mt. 600\$/m. 514 278-3994

134 FERMES, FERMETTES, TERRES

FERMETTE 5 ACRES
Canton de Granby. Écurie avec "bachelor", 5 min. de l'autoroute 10 et de Granby. 450 578-0454

135 TERRAINS

RÉGION LOUISEVILLE - TERRE
112 acres, rivière, boisé. Paysage et plantation. 228 000 \$ 819 609-2704

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

2 MIN. MÉTRO BERRY-UQAM
1000 p.c., const. béton, pl. 9', pl. bois franc, 5 électros, ac, asp. central, excellente fenestration. Références. Libre. 2000\$ 514 842-1055

MOSAÏQUE SOUTHAM

NOUVEAUX APPARTEMENTS HAUT DE GAMME!
Offre d'une durée limitée 2 mois gratuits!

345 De La Gauchetière Ouest (coin de Blouay) (514) 397-0002 www.mosaicquesoutham.com

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

AHUNTSIC GRANDE ALLÉE
Gr. 3 1/2 Près métro. Pl. chêne. Ent. Lav.-Sec. Chauffé, éclairé, eau chaude fournie. Libre. 750\$/m 514 381-7759

AHUNTSIC, 6^{me} en réno. +s/sol n-fini (storage), 5 min. métro Crémazie, 3 ch. fermées. Idéal pour 3 étudiants/travailleurs. 950\$ n-chauffé mi-août-1 sept. 514 276-4061

BORD RIVIÈRE DES PRAIRIES
5 min. métro superbe 5 1/2 2 c.c. Entrées lav-sec. Mur pierres sèches. Terrasse. N-chauffé. 890\$/m 450-667-9802

Centre-Sud près Radio-can
Très beaux 5 1/2 Pl. bois Terr. sur jardin. Libre. Cachet. Ref. Requise crédit. 950\$/m 514 599-7869

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

HAUT TRIPLEX, N. Bordeaux gr. 3^{es} réno. chauffé, plancher bois fr. 2 balcons, 650\$ 514 668-6607

MÉTRO BEAUBIEN
5 1/2 - R. de c. - 3 c.c. 1020 \$ chauffé. 514-949-3925

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

AU VILLAGE OLYMPIQUE
Vue panoramique
2 c.c., balcon privé, salon, s. à dîner, à partir de 1060\$, 5 1/2 à 1550\$. Chauffé, ac, électrocl. incl. Stat., piscine, sécurité 24h.
Sur rendez-vous 514-252-8037 ou visitez libre : Sam. et dim. 1^{er} et 2 septembre Entre 13h et 16h 5199, Sherbrooke Est #3315 Côté l'Assomption www.metcap.com

À LASALLE, 900 pi² aire ouverte, tout rénové, exclusif, cachet. La campagne en ville : face feuve, rapides... 514 364-6431

AHUNTSIC - av. Auteuil - 6 1/2
Haut duplex, 3 électros. Pl. bois. Non-fum. Pas d'animaux. Libre. 1200\$ chauffé. 514 387-1085

121 ESTRIE

PLATEAU - 2 LOFTS
Laurier Papineau, rdc. 11 réno. pl. bois, 850\$/m avec électros, ou 825\$/m sans électros. 1 est libre imm. L'autre sera libre 1^{er} sept. 514-679-1597

PLATEAU-Rivard/métro Mt-Royal
4 1/2 semi-meublé, 750 p.c. Bien rénové. Pl. bois franc. Aire ouverte, lumineux. Balcons. Haut-duplex. Qualité A-1. Calme. Références. Libre. 1180\$. 514 944-9449

ROSEMONT 6^{me} haut duplex, près cinéma beaubien, pl. bois fr. 2 pcc doubles, boiserie, vitraux, localité tranquille. Visite libre, 1^{er} sept. 11h à 13h 6349 Des Étoiles

ROSEMONT GRAND 9 1/2 sur 2 étages, 2 s. de b. modernes, cuis. réno. patio. Stat. Libre. 1680\$ 514 725-1522

ROSEMONT, H-duplex rénové.
Beau 4 1/2, solérium, balcon. Frais peint. Entrée lavésé. Calme. Idéal pers. seule/couple. Non-fum. Pas d'animaux 750\$. Libre. Ref. 514 722-8064.

ST-DENIS près LAURIER 4 1/2 2 c.c. 850 p.c. Propre, neut. Balcon Libre 925\$/m 514 274-9555

VERDUN - 6 1/2 réno. Non-Fum.
Exp. de crédit. Pas de chiens. 745\$ Photos disponibles. maunick1962@canada.com

VILLERAY 4 1/2 tout rénové
pl. bois, entrée lavsec superposée. Sept. 850\$ non chauffé 514-271-4321(jour) 514-376-8740

VILLERAY 6 1/2, Rue Chambord,
10 min. du marché Jean-Talbot duplex, 2 pcc doubles, 1125 p.c. Rue très tranquille. Prox. services. 850\$. 514-277-2856

161 SOUS-LOCATION

BAS DU FLEUVE - Grand-Méris
Ancestrale, 6 1/2, 3 c.c. 950\$/m Libre. Occ. variable. 514 795-6454

OUTREMONT
6 1/2, 3^e de triplex, lumineux, proche métro, électros + lav/sec. Pas d'animaux, n-lumeur, 950\$, n-chauffé. Sept. 07-juin 08. 514 273-5352.

164 CONDOMINIUMS À LOUER

LAVAL S-V Paul 4 1/2 Meublé
Ensoleillé, Tranquille, 2 min. Pont pie-ix. 2 Stat. 850\$/m Libre 819 808-7347

165 PROPRIÉTÉS À LOUER

PLATEAU - Cottage centenaire
Métro Sherbrooke. Cachet unique. 9 pos. Jardin fleur. Poss. meublé 2 850\$ 450 372-1401

STE-ADÈLE FACE MT-GABRIEL
Panorama. Grande propriété. 6 c.c., 3 1/2 s. de b., pl. lattes. Gr. terrain, pisc. creusée, gar. dbie 2 250\$ Sept. 514 436-1925

169 QUÉBEC À LOUER

VIEUX-QUÉBEC - Rue St-Ursule
Très grand 4 1/2 haut de gamme. 1 ch., salon dbie. Historique. Tranquille. 1300\$ chauffé. Aussi, 5 1/2 à partager 380\$ 418 825-2424 418 952-4273

170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

***** PARIS XVe *****
Superbe appart. 3^{es}, meublé ancien, 1. équipé, 2-4 pers., parc. Disp. sem./mois. (450) 968-0282

À PARIS - Montmartre
Près des vignes, charmant appt. 3 pièces, tout équipé. 1 à 4 pers. Sem/mois. 450-677-3727

À PARIS Petit bijou d'appart sur la Butte Montmartre, au cœur de Paris. Paisible, ensoleillé, ascenseur, 2-3 pers. 514-489-5565 appartement-montmartre.com

À PARIS - Marais 400 euros/sem
Provence - Toulon 400 euros-xyzap@yahoo.fr

ITALIE-CREMONA - Gr. app.
Parking, location jour/sem/mois. Près Milan / Verone. 514 743-2999

PARIS Xie - métro St-Mar
Studio sur jardin, calme, ensoleillé. Tr. propre, bain à douche, cuisine séparée. Tout fourni. Ascenseur. Photos. Sept. et + 514 738-4370

171 HORS FRONTIÈRES À LOUER

PALM BEACH - FLORIDE
maison 3 cdc, incl. bachelor avec cuisine. Toit cathédrale, pl. céram. Luxueux. Accès internet. Quartier sécuritaire. Déc., janv., fév. 3 500 \$/US. 450-967-7748

175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

CANTONS DE L'EST, près East-Ann, panorama exceptionnel, tranquille, sem./mois. (514) 481-6552

KNOWLTON - POUR 5 MOIS
Mi-nov à mi-avril 3 c.c. Prox. centres de ski de la région 514 961-5614 514 982-1830

ST-ARMAND Pigeon Hill, site enchanteur, paix, étangs, forêt, isolée. 1250\$, résidence principale 450 248-7450 514 326-3119

176 CHALETS À LOUER

DOMAINE B.G. Chalets à louer dans Laurentides, 1 à 3 c.c. piscine, spa, foyer, b.b.q. 450 227-9630

ST-ADOLPHE DE HOWARD
PETIT mais charmant chalet avec belle vue et foyer, 2 c.c. Pour couple pratique/romantique. 600\$/mois. (Saison hiver) 514 484-6391

ST-SAUVEUR chalet suisse, foyer 4 c.c. sem, week-end, saison, 10 min de rue principale 514 827-9249

STE-AGATHE NORD
nouveau chalet luxueux; bord lac Manitou, 5 ch. 2 s/bains, Jacuzzi. Près du mont-Blanc et Tremblant, saison hiver, nég. 514 489-7957

192 ON DEMANDE À LOUER

COUPLE À LA RETRAITE
CHERCHE LOGEMENT
1 c.c. tt meublé pour le mois de novembre. Plateau, Outremont, Mile-End ou à proximité. 506 753-6517

301 ŒUVRES D'ART

ACHETONS tableaux originaux
Normand Hudon et autres peintres renommés 450-466-9820

303 ANTIQUITÉS

SET CUISINE AUTHENTIQUE
Années 40. Buffet, vaisselier, table, chaises. Parfaite condition. 2 500\$ 450 826-4559

410 BUREAUX

SOCIÉTÉ de distribution de mobilier cherche un/une SECRÉTAIRE-COMPTABLE bilingue
Sociable, responsable, autonome et bonne contenance face au moments stressants. Expérience minimum de 2 ans dans une position similaire ou en administration de distribution de mobilier. Possédant son propre véhicule. Tâches incluant suivi des dossiers crédits, courrier, des écritures comptable, maintien de l'inventaire avec manager, encadrement administratif des employés, gestion des petites fournitures, téléphone. Formation sur système comptable fourni. 40 heures par semaine, 40 000\$ par an. (Bonus déterminé en fonction des profits réalisés et performance). Veuillez envoyer votre CV par e-mail à carubini@telus.net.

410 BUREAUX

CLAUDE CORMIER
architectes paysagistes
ADJOINT(E) ADMINISTRATIF (VE)
Responsabilités : Complétion des feuilles de temps et facturation. Comptes payables. Tenue de livres. Réception, rédaction, correspondance, archivage, suivi des médias et du site web. Personne d'expérience, bilingue, méticuleuse, polyvalente, bon sens de l'organisation, débrouillarde, habiletés de rédaction, d'analyse, et de bureautique. 35h/sem. Envoyer votre CV à info@claudecormier.com www.claudecormier.com

307 LIVRES ET DISQUES

"Librairie Bonheur d'Occasion"
achète à domicile livres de qualité en tout genre. (514) 914-2142 4487 de la Roche-Mt-Royal

J'ACHETERAIS DISQUES DE VINYLE de musique classique, Jazz & Musique du monde. 514 485 8171

309 COLLECTIONS

TIMBRES ACHÈTE COLLECTION
ou accumulation. 514-626-2850 cougarg@videotron.ca

401 POSTES CADRES ET PROFESSIONNELS

DIRECTEUR/DIRECTRICE
FONDATION ÉMERGENCE
Lafai DG assure la direction des programmes de la fondation, dont la *Journaliste internationale* contre l'homophobie, développe un réseau de collaborateurs, prépare les demandes de subventions et met sur pied des collectes de dons. La personne recherchée est bilingue, possède une formation universitaire ou l'équivalent, une expérience pertinente et une connaissance des communautés LGBT. CV avant le 30 septembre : C.P. 1006, succ. C, Montréal, H2S 4Y2 514 958-8788 www.fondationemergence.org

420 SECTEUR VENTE

DANS LE CADRE DE NOTRE PROGRAMME D'EXPANSION
Nous recherchons des représentants(e)s des ventes et des directeurs de comptes à temps partiel pour travailler à la maison. Vous serez payés 1500 \$ par mois avec avantages sociaux pour un travail qui nécessitera peu de temps. SVP contactez-nous pour plus d'information. Expériences : commerciale/financière, avoir un accès internet de 2 à 3 heures par sem. être majeur et être efficace dans son travail. Si vous êtes intéressés et souhaitez plus de renseignements, contactez Michael J. Sloan par courriel mjsloan02@yahoo.com

450 EMPLOIS DIVERS

CHAUFFEURS QUALIFIÉS CLASSE 1
Nouvel équipement Plus de transport, routes nouvelles. 2 ans d'expérience = \$0.41 cpm! À la maison la plupart des week-ends. Bonus avantageux! 1 800 265-8789 #226 Steve

501 OCCASIONS D'AFFAIRES

Un don d'espoir pour la vie
1-877-488-4222 www.ArmedeSanté.ca

410 BUREAUX

511 TENUE DE LIVRES
Comptabilité - Tenue de LIVRES (Fortune 1000, Acoma, Simple comptable). Secrétariat (Word). Sans-Faute Entr. Pierrette Tardif 514 914-2430

515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU EST LENT ?
Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables. 10 ans d'exp. Julien, étudiant. Service à domicile. 514 573-7039

530 COURS

ATELIER D'ÉCRITURE À MTL
Avec l'auteure, Sylvie Massicotte www.sylviemassicotte.qc.ca Inscriptions : 450 247-0489

542 MASSOTHÉRAPIE

II EXFOLIATION GRATUITE !!
Massage - Rassage - Pédicure 514 924-7192

544 CROISSANCE PERSONNELLE

Normand Pinard, conférencier en métaphysique, voyant, www.normandpinard.com 514 865-3046

430 TECHNIQUES ET MÉTIERS

TECHNICIEN(NE) EN ARCHITECTURE
Recherche(x) par bureau à N.D.G. 3 à 5 ans d'expérience dans des bureaux privés. Veuillez faire parvenir votre CV à l'adresse suivante : jcd@dmarchitectes.qc.ca ou par télécopieur à 514 767-2380

430 TECHNIQUES ET MÉTIERS

GROUPE MÖBIUS
Gestion professionnelle globale depuis 1978
TECHNICIEN EN ARCHITECTURE
Bureau de Laval: dessinateur technique pour implantation, architecture de bâtiment multifamilial, commercial et industriel. TEMPS PLEIN
COMPÉTENCES REQUISES:
5 ans d'expérience minimum
Connaissance du CNB
Très bonne maîtrise AutoCad 2004
CV à : n.charbonneau@groupemobius.com ou par fax: 450-822-6537

430 TECHNIQUES ET MÉTIERS

Donnez. On peut faire plus encore.

Un don d'espoir pour la vie
1-877-488-4222 www.ArmedeSanté.ca

430 TECHNIQUES ET MÉTIERS

ACHETONS tableaux originaux
Normand Hudon et autres peintres renommés 450-466-9820

430 TECHNIQUES ET MÉTIERS

SET CUISINE AUTHENTIQUE
Années 40. Buffet, vaisselier, table, chaises. Parfaite condition. 2 500\$ 450 826-4559

430 TECHNIQUES ET MÉTIERS

ATELIER D'ÉCRITURE À MTL
Avec l'auteure, Sylvie Massicotte www.sylviemassicotte.qc.ca Inscriptions : 450 247-0489

430 TECHNIQUES ET MÉTIERS

ATELIERS DE PEINTURE
-maîtriser le langage des couleurs -apprendre à structurer son tableau 514 257-7717 Art Hélène Goulet

430 TECHNIQUES ET MÉTIERS

MUSIQUE!
Cours de piano à domicile. Diplômé. Plus de 10 années d'exp. enfants- adultes. Point en théorie, harmonie, contrepoint également offert. 514-484-2636

410 BUREAUX

511 TENUE DE LIVRES
Comptabilité - Tenue de LIVRES (Fortune 1000, Acoma, Simple comptable). Secrétariat (Word). Sans-Faute Entr. Pierrette Tardif 514 914-2430

515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU EST LENT ?
Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables. 10 ans d'exp. Julien, étudiant. Service à domicile. 514 573-7039

530 COURS

ATELIER D'ÉCRITURE À MTL
Avec l'auteure, Sylvie Massicotte www.sylviemassicotte.qc.ca Inscriptions : 450 247-0489

542 MASSOTHÉRAPIE

II EXFOLIATION GRATUITE !!
Massage - Rassage - Pédicure 514 924-7192

544 CROISSANCE PERSONNELLE

Normand Pinard, conférencier en métaphysique, voyant, www.normandpinard.com 514 865-3046

430 TECHNIQUES ET MÉTIERS

TECHNICIEN(NE) EN ARCHITECTURE
Recherche(x) par bureau à N.D.G. 3 à 5 ans d'expérience dans des bureaux privés. Veuillez faire parvenir votre CV à l'adresse suivante : jcd@dmarchitectes.qc.ca ou par télécopieur à 514 767-2380

430 TECHNIQUES ET MÉTIERS

GROUPE MÖBIUS
Gestion professionnelle globale depuis 1978
TECHNICIEN EN ARCHITECTURE
Bureau de Laval: dessinateur technique pour implantation, architecture de bâtiment multifamilial, commercial et industriel. TEMPS PLEIN
COMPÉTENCES REQUISES:
5 ans d'expérience minimum
Connaissance du CNB
Très bonne maîtrise AutoCad 2004
CV à : n.charbonneau@groupemobius.com ou par fax: 450-822-6537

430 TECHNIQUES ET MÉTIERS

Donnez. On peut faire plus encore.

Un don

LES SPORTS

HOCKEY

Le Canada bat la Russie et prend l'avance 3-0 dans la Super Série

DONNA SPENCER

Omsk, Russie — L'équipe canadienne de hockey junior a battu la Russie 6-2 à Omsk, en Sibérie, hier, pour prendre une avance de 3-0 dans la Super Série.

Kyle Turris, de New Westminster, qui doit évoluer avec l'université du Wisconsin la saison prochaine, et Stefan Legein, des IceDogs de Niagara, ont réussi leur troisième but en autant de matchs. Claude Giroux, des Olympiques de Gatineau, Sam Gagner, des Knights de London,

Zach Boychuk, des Hurricanes de Lethbridge, et Colton Gillies, des Blades de Saskatoon, ont été les autres marqueurs des vainqueurs.

«Le troisième match d'une série est une rencontre importante, a dit l'entraîneur-chef Brent Sutter. Mais nous avons pris la résolution d'y aller un match à la fois. Nous abordons chaque match comme si la série était égale, peu importe où nous en sommes dans la série.»

L'équipe canadienne a inscrit quatre buts en avantage numérique, y compris leurs deux premiers du

match. «Le score a été un reflet du travail des unités spécialisées, a noté Sutter. Nous avons encore été solides en désavantage numérique. Nous avons été à court de deux joueurs pendant un bon bout de temps et nous les avons tenus en échec.»

Le gardien Leland Irving, des Silvertips d'Everett, était devant le filet de l'équipe canadienne.

Pavel Doronin a marqué en désavantage numérique lors de la première période et Alexander Ryabev a réussi son deuxième but de la série à la deuxième période.

Le gardien Semen Varlamov, un choix au repêchage des Capitals de Washington, a subi sa deuxième défaite de la série. Il a été remplacé par Vadim Zhelobuyuk après les deux premières périodes.

Le Canada a dominé 34-22 au chapitre des lancers.

Le quatrième match a lieu aujourd'hui à Omsk, puis la série se poursuivra au Canada, où seront présentés les quatre derniers matchs de la série de huit rencontres.

Presse canadienne

TENNIS

Finis les absences en masse à Montréal ou Toronto... à partir de 2009

La série Masters de tennis fera place en 2009 à un nouveau circuit de tennis de catégorie «1000», dont fera notamment partie la Coupe Rogers de Montréal et Toronto.

La nouvelle catégorie de tournois, baptisée ainsi parce que le champion obtiendra 1000 points par victoire, comprend huit événements, soit ceux d'Indian Wells, Miami, Rome, Madrid, Cincinnati, Shanghai et Paris, outre l'épreuve canadienne.

«En créant davantage de tournois mixtes, nous élèverons le tennis vers les plus hauts sommets, a affirmé Etienne de Villiers, président de l'ATP. Je crois que nous avons maintenant des normes bien établies pour les grands tournois.»

A partir de 2009, la saison de tennis se terminera avec la présentation du nouveau championnat de fin de saison de l'ATP qui se tiendra à Londres.

La Coupe Rogers pourra compter sur la présence de tous les meilleurs joueurs du monde puisque leur participation, à l'instar des Masters actuels, sera obligatoire et sera même renforcée par l'instauration de nouveaux règlements et de nouvelles sanctions, y compris l'imposition de suspensions lorsqu'un joueur s'absentera.

De plus, à compter de 2011, six des neuf tournois de catégorie «1000» seront des compétitions mixtes. Le Canada sera l'hôte d'un tournoi ATP et d'un tournoi de la WTA, qui se dérouleront simultanément à Montréal et à Toronto.

«Accueillir une compétition «virtuellement mixte» permettra au Canada de conserver sa place de choix dans le calendrier en plus d'augmenter son auditoire télévisuel tant au niveau national qu'international», a déclaré Michael S. Downey, prési-

dent et chef de la direction de Tennis Canada, par voie de communiqué. «Plus important encore, le Canada pourra ainsi continuer à présenter le tennis féminin et masculin en alternance entre Montréal et Toronto. Les deux circuits [l'ATP et la WTA] ont choisi de respecter la force ainsi que le caractère unique de cette formule qui a permis l'émergence des meilleurs tournois d'une durée d'une semaine à l'échelle du globe.»

Cette annonce survient au moment où la WTA s'apprête à apporter d'importants changements au fonctionnement du tennis féminin. De nouveaux règlements seront implantés en 2009 et permettront l'augmentation du taux de participation des joueuses grâce à l'imposition de suspensions aux joueuses absentes des grands tournois, la création d'une taxe de luxe, l'attribution de bourses plus élevées et la réduction du nombre de tournois au calendrier.

«En créant davantage de tournois mixtes, nous élèverons le tennis vers les plus hauts sommets, a affirmé Etienne de Villiers, président de l'ATP. Je crois que nous avons maintenant des normes bien établies pour les grands tournois.»

A partir de 2009, la saison de tennis se terminera avec la présentation du nouveau championnat de fin de saison de l'ATP qui se tiendra à Londres.

Presse canadienne

Internationaux de tennis des États-Unis

Henin poursuit son chemin

Marat Safin est éliminé

New York — La favorite Justine Henin a eu raison d'une autre joueuse issue des qualifications, hier aux Internationaux des États-Unis, alors qu'elle n'a eu besoin que de 50 minutes pour obtenir le droit d'affronter la 15^e tête de série Dinara Safina au quatrième tour.

Surprise de taille hier: le frère de Safina, l'ancien champion des Internationaux Marat Safin, a été éliminé. Il n'a jamais effacé un déficit de deux sets et cela a encore été le cas hier, alors que la 25^e tête de série chez les hommes s'est incliné 6-3, 6-3, 6-3 contre le Suisse Stanislas Wawrinka.

«Rien de ce que j'ai essayé n'a fonctionné. C'était un match plutôt bizarre», a indiqué Safin.

Henin a fait fi de récents problèmes d'épaule pour remporter les dix premiers jeux, alors qu'elle a foncé au filet plus souvent que d'habitude et vaincu la Russe Ekaterina Makarova 6-0, 6-2.

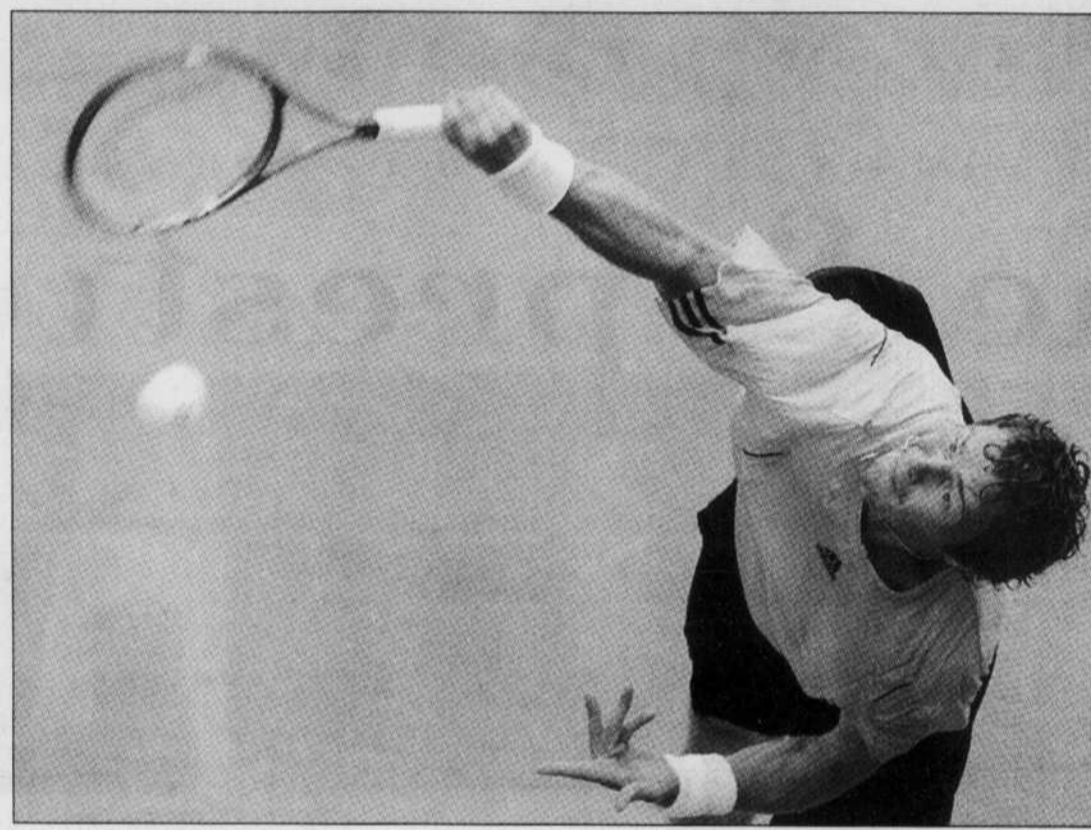
L'ancienne championne des Internationaux a battu une troisième adversaire de suite classée au-delà des 100 premières. Mais elle ne croit pas que ce manque d'opposition affectera le reste de son tournoi.

«La clé de mon succès, c'est que je me suis toujours concentrée sur moi-même ces dernières années, a dit Henin. Je ne regarde pas vraiment de l'autre côté du filet.»

Le prochain affrontement de Henin aura lieu contre Safina. La Russe n'a jamais été menacée de perdre son service et a éliminé l'Américaine Ahsha Rolle 6-4, 6-3.

Dans d'autres matchs disputés en matinée, l'Espagnol Carlos Moya, la 17^e tête de série, a battu le Russe Igor Kunitsyn 6-4, 6-4, 7-5 tandis que l'Argentin Juan Ignacio Chela (n° 20) a défait Wayne Odesnik 6-3, 6-1, 7-5.

Chez les femmes, la Française Marion Bartoli (n° 10) a battu la Tchèque Lucie Safarova 4-6, 6-2, 6-3, tandis que l'Américaine Serena Williams, tête de série n° 8, s'est qualifiée pour les huitièmes de finale de l'US Open en battant la Russe Vera Zvonareva (n° 27) 6-4, 7-6 (7/4), hier à New York. Elle rencontrera en huitièmes la Française Marion Bartoli.



KEVIN LAMARQUE REUTERS

La journée d'hier a réservé une surprise de taille avec l'élimination du Russe Marat Safin, ancien vainqueur du tournoi.

La Serbe Jelena Jankovic, tête de série n° 3, s'est elle aussi qualifiée pour les huitièmes de finale de l'US Open en battant la Française Alizé Cornet en trois sets 4-6, 6-2, 6-3, hier à New York. Elle affrontera en huitièmes l'Autrichienne Sybille Bammer (n° 19).

Djokovic après une formidable bagarre

Le Serbe Novak Djokovic a livré une formidable bagarre, hier à l'US Open, pour venir à bout du Tchèque Radek Stepanek en cinq manches et se hisser au troisième tour du dernier Grand Chelem de la saison.

Djokovic eu besoin de tout son talent et de 18 aces pour éliminer le coriace Stepanek 6-7 (4/7), 7-6 (7/5), 5-7, 7-5, 7-6 (7/2) au terme d'une partie époustouflante de 4 h 44 min.

«C'était un match incroyable, a

déclaré Djokovic à sa sortie du court. Je ne sais plus quoi dire. Je suis cuit physiquement. J'avais des crampes partout: au bras, au dos, aux jambes et... à la tête.»

Les deux hommes, qui s'affrontaient pour la troisième fois de leur carrière mais la première cette saison, se sont livrés à un duel de haut vol, ponctué par de multiples rebondissements et des échanges à couper le souffle.

Après un premier set remporté au jeu décisif par Stepanek, Djokovic, réputé pour ses qualités de battant, a refait son retard pour égaliser à une manche partout. Sur sa lancée, il a réussi le break dans la troisième manche pour mener 5-3. Mais Stepanek, l'un des hommes en forme de l'été (titre à Los Angeles et demi-finale à Montréal), a aligné quatre jeux d'affilée pour ravir la manche. D'entrée de

cinquième set, il s'est emparé de la mise en jeu de son adversaire mais a concédé la sienne juste derrière.

«Le quatrième set a été crucial, a reconnu Stepanek. J'avais le break. Je n'ai pas réussi à le garder. Il est revenu. Et ça été une grosse bagarre jusqu'à la fin.»

Le n° 3 mondial a serré le jeu, réalisant un ultime break au 12^e jeu pour égaliser à deux manches partout. Djokovic s'est montré bien plus régulier dans le jeu décisif de la cinquième manche, remportant six des sept derniers points de la partie.

Par ailleurs, le Russe Mikhaïl Youzhny, tête de série n° 11, a été éliminé au deuxième tour de l'US Open par l'Allemand Philipp Kohlschreiber en quatre sets 3-6, 6-4, 6-3, 6-3, hier à New York.

Agence France-Presse Associated Press

EN BREF

Tennis: Jade Curtis poursuit son parcours de rêve

Repentigny — La Britannique Jade Curtis a décroché une septième victoire en sept jours, hier, pour devenir la première finaliste en simple de l'édition 2007 des Internationaux de tennis junior de Repentigny. Elle a accédé au match ultime en disposant de la 16^e tête de série, la Coréenne Sung-Hee Han, en deux manches de 6-4. Autre coup d'éclat de la journée, le Lituanien Ricardas Berankis (n° 8) a indiqué la porte de sortie au favori du tournoi chez les garçons, le Biélorusse Uladzimir Ignatik, 6-4 et 6-3. Curtis, qui a dû passer par les qualifications à Repentigny mais a récemment signé la victoire au New Jersey,

a atteint la finale en éliminant au passage quatre des 16 premiers têtes de série du tournoi. — PC

Dopage: Astana renvoie Kashechkin

Neuchâtel, Suisse — L'équipe cycliste Astana a licencié hier le coureur kazakh Andrej Kashechkin après que l'échantillon B eut confirmé son dopage par transfusion homologuée. Le 1^{er} août dernier, Kashechkin a été testé positif lors d'un contrôle inopiné à Belek, en Turquie. Il avait été suspendu une semaine plus tard dans l'attente de l'analyse du second échantillon sanguin. Kashechkin avait fini troisième lors du Dauphiné Libéré et s'était hissé à la quatrième place de la 13^e étape du Tour de France. — AP

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

Section Est						
	G	P	N	PP	PC	PTS
Winnipeg	5	2	1	201	194	11
Montréal	5	3	0	189	155	10
Toronto	2	6	0	176	171	4
Hamilton	1	7	0	139	222	2
Section Ouest						
	G	P	N	PP	PC	PTS
Saskatchewan	6	2	0	235	146	12
C.-B.	5	2	1	224	176	11
Calgary	3	4	1	217	255	7
Edmonton	3	4	1	185	247	7

Hier

Montréal en C.-B., 22h30

Demain

Winnipeg en Saskatchewan, 16h

Lundi

Toronto à Hamilton, 13h
Edmonton à Calgary, 16h

SOCCER

USL

	G	P	N	BP	BC	Pts
x-Seattle	14	5	6	31	21	48
x-Portland	13	5	8	31	18	47
x-Montréal	12	5	8	29	19	44
x-Atlanta	11	8	6	36	27	39
x-Rochester	11	9	6	37	34	39
x-Porto Rico	10	7	9	34	31	39
Vancouver	9	7	10	26	23	37
Caroline	7	10	8	22	28	29
Charleston	8	13	5	30	36	29
Miami	8	15	4	28	39	28
Minnesota	3	11	11	25	33	20
Californie	4	15	7	17	37	19

x - se qualifie en vue d'une place en séries

Hier

Rochester à Montréal, 20h

Minnesota à Seattle, 22h30

Aujourd'hui

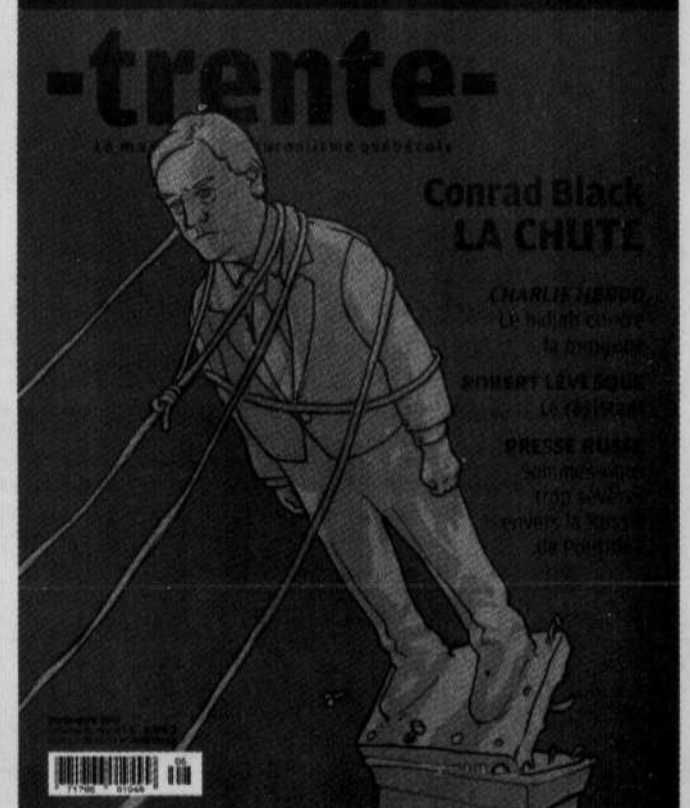
Portland en Caroline, 19h30

Porto Rico à Atlanta, 19h55

Demain

Charleston à Miami, 18h

Dossier Québec: Les voix du Village

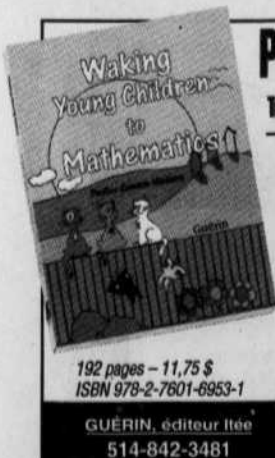


Le magazine du journalisme

En kiosque maintenant

Abonnement et information : 514 522-8033

www.le30.org

Pauline SAMSON HINDSON
Traducteur Jonathan Little

Waking Young Children to Mathematics

Version anglaise de *Éveil aux mathématiques chez les petits*.
Contient plus de 175 exercices divertissants.192 pages - 11,75 \$
ISBN 978-2-7601-6953-1
GUÉRIN, éditeur libé
514-842-3481En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.Julie COUTURE
Sylvie MONETTE
Cathia RIOPELE

J'ENRICHIS MES LECTURES

1^{re} à 4^e années
5 livrets par année

Livrets 1 à 5 • 32 pages • 6,30 \$ chacun

Des illustrations riches et colorées

Les éditions LA PENSÉE
514-848-9042En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

CULTURE

31^e Festival des films du monde

Silence sur l'Holocauste

Odile Tremblay

On prend le pouls du patient, chaque jour, pour évaluer ses signes vitaux. Bon! Le Festival des films du monde semblait avoir pris des forces hier et mangeait sa soupe. Les sièges de l'Impérial étaient moins dégarnis qu'au milieu de la semaine. Mais dans l'ensemble, la manifestation s'essouffle inexorablement, bon film, mauvais film.

En clôture et en compétition sera présenté dimanche *Un secret* du Français Claude Miller. Il adapte le roman en grande partie autobiographique de Philippe Grimbert, qui réveille les fantômes de l'Occupation. Les médias ont pu voir le film d'avance, après une saga de visionnement reporté, dont nous vous épargnerons le récit. La copie n'était d'ailleurs pas totalement parachève, du moins celle qu'on a vue, mais un coup de barre a peut-être été donné pour la projection officielle.

Claude Miller est un vieil habitué du FFM et un cinéaste français prolifique, abonné à «un cinéma de qualité», parfois terrifiant (*La Classe de neige*), parfois magistral (*Garde à vue*, *Mortelle randonnée*), posant ça et là un regard aigu et tendre sur la marginalité et la jeunesse

(*L'Effrontée*, *La Petite Voleuse*). Claude Miller, tout comme l'écrivain Philippe Grimbert, ont été élevés dans l'ombre du génocide. La plupart des oncles et tantes du cinéaste ont péri gazés dans les camps de concentration. D'où leurs atomes crochus.

Et le film? Classique et beau, bien joué surtout, avec une distribution de haut vol. Des habitués, notamment Ludivine Sagnier (même le Québécois Yves Jacques y tient un petit rôle). Mais les acteurs dirigés pour la première fois par Miller sont les plus flamboyants: Patrick Bruel et Cécile de France, en amoureux au centre du récit. Le film chevauche plusieurs époques: l'Occupation, l'après-guerre, la France contemporaine. Les héros sont juifs, le couple adultère, hanté par un remords atteignant la déportation de la première épouse et du premier fils. Ils s'emmuront dans un silence que leur fils (Mathieu Almaric) devinera et percera.

Le film ne cherche pas la virtuosité mais démontre une fois de plus le talent de direction d'acteurs de Miller, au service de l'émotion et du récit. La nature, omniprésente, confère une poésie au climat de désir et de souffrance. Les segments s'emboîtent bien, quoique la partie moderne en noir et blanc soit plus

affectée. Mais *Un secret* demeure fluide et émouvant, sans bouleverser comme *Le Pianiste* de Polanski, chevauchant plutôt les mensonges, les passions secrètes, les malheurs étouffés, les bonheurs coupables. L'entre-deux mondes en marge de l'enfer.

En compétition, *Père* d'Ivan Solovov se déroule aussi au cours de la Deuxième Guerre mondiale, inépuisable source d'inspiration, en Russie cette fois, après la lutte contre l'Allemagne. Il s'agit aussi d'une adaptation littéraire, celle de la nouvelle *Le Retour* d'Andrei Platonov. Écrite en 1945, interdite en 1946 en Russie, maintenant portée à l'écran. Solovov brosse avec finesse le portrait d'un homme de combat (Alexandre Gousskov) qui part retrouver femme et enfants et tente tant bien que mal de réintégrer la vie civile mais trébuche sur sa jalousie et ses peurs. Le personnage du petit garçon trop raisonnable est particulièrement vivant. Sans brûlantes étincelles, ce film s'affirme comme une œuvre de subtilité, tant dans le traitement de l'image qu'à travers sa belle musique et le jeu tout en retenue des comédiens. Le dénouement à gros sabots ne parvient pas à casser le climat.

C'est le populaire Ben X du Belge Nic Balthazar, chouchoou des foules, qui constituera le film-surprise de 10h, lundi matin au cinéma Impérial.

Il me reste quatre films à voir en compétition et *Le Devoir* ne publie pas pendant deux jours en raison de la fête du Travail. Voici quelques prédictions à prendre avec un grain de sel.

- Grand Prix des Amériques: *Ben X* de Nic Balthazar.
- Prix spécial du jury: *Un secret* de Claude Miller.
- Prix de la meilleure mise en scène: *Go Go Tales* d'Abel Ferrara.
- Prix d'interprétation masculine: Tomás Almeida dans *L'Autre Marge* de Luis Filipe Rocha.
- Prix d'interprétation féminine: Anne-Marie Cadieux dans *Toi* de François Delisle.
- Prix du meilleur scénario: *L'Autre Marge* de Luis Filipe Rocha.
- Prix de l'innovation: *Ben X* de Nic Balthazar.

Le Devoir

LES PETITES ANNONCES

514.985.3322

1 800.363.0305

DEMEURES, AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

Charme & prestige

NOUVEL ARRIVAGE

les importations antipode

Meubles importés en teck à prix abordables
Directement de l'importateur

www.lesimportationsantipode.com
514 497-5769

LOFTS REDPATH
Vue sur la Ville et Canal.

Unique à Montréal. Luxueux penthouse de 3 000 p.c., 1 seul plancher. Magnifique terrasse sur 3 côtés, 1000 p.c., boiseries, foyer, 3 chambres à coucher, 3 salles de bain, 2 garages, quai privé, terrasse «wrap-around». 1 895 000 \$.

LOUISE GIMBERT
514 937-7924
Les Courtiers du Canal Inc.
Courtier immobilier agréé

CANTON DE MELBOURNE

Superbe victorienne, circa 1857, clins de bois, toits d'ardoise. Bel escalier central, grand salon. Portes-jardin, foyer, serre chauffée, piscine creusée, tonnelle, écurie neuve, atelier de menuiserie. 127 acres, ¼ boisées, sentiers, rivière. **Paradisique!**

NICOLE GAUTIER ENR. 819 826-2348
Courtier immobilier agréé

GÉOTHERMIE BROMONT

Construction 2005 haut de gamme en bord de rivière, sur environ 7 acres boisés. Accès privé à plusieurs acres de la SCCN. Géothermie, planchers d'ingénierie, revêtement de fibre-ciment, grande luminosité, plafonds de 9 pi, superbe vue sur la rivière et la montagne de Bromont. 895 000 \$.

PAUL PICARD 450 243-1538
Info : paulpicard.com
La Capitale Mésissquoi CTR

CHAUDIÈRES-APPALACHES

Sainte-Florence-de-Weftord. Cette ferme avec sa maison ancestrale saura vous charmer! Elle a été restaurée en préservant son cachet unique. Elle vous offre plusieurs bâtiments et un terrain de 2 000 000 p.c. Le secteur est montagneux et idéal pour la chasse. De plus, la ville de St-Georges et ses nombreux services ne sont qu'à 20 km. Pour une visite vidéo, visitez : www.jeanfrancoisduval.com

JEAN-FRANÇOIS DUVAL 418 221-0101
agent imm. affilié Remax Avantages Inc.

STE-MONIQUE DE NICOLET

Maison de campagne, à mi-chemin entre Montréal et Québec. Endroit paisible dans un paysage bucolique, vue sur la rivière et la forêt. Maison de 2 étages plus sous-sol. 10 pièces, 1 salle de bain avec bain tourbillon, 1 salle d'eau, beaucoup de boiseries. Fenestration, toiture en tôle et revêtement extérieur neufs. Terrain aménagé, arbres matures. Grange-étable et remise. Terrain de +/- 82 560 p.c. 225 000 \$.

INFORMATIONS : 1-819-289-2322

PORTE ENTROUVERTES
Samedi, dimanche et lundi de 13h à 17h

VIEUX MONTRÉAL

Grand studio urbain, options d'aménagement 225 000 \$
Penthouse 2 chambres, terrasse privée, gaz 625 000 \$
Unité 2 chambres en coin, fenêtres 12 pi., gaz 549 000 \$
410 des Récollets, (près de McGill et Notre-Dame)
514-842-3119 WWW.LOFT.CA

OTTERBURN PARK

Terrain 18,000 pc, rue tranquille, cul-de-sac. Vue sur la montagne.

514-816-0468
ouellet@cjmo.com

EN BORDURE DU FLEUVE (RIVE NORD)

Maison Gour, propriété ancestrale bicentenaire située à Saint-Sulpice en bordure du fleuve, à quelques kilomètres de Repentigny et à 30 minutes du centre-ville de Montréal : pierre des champs et lambris de bois. 9 pièces dont 4 chambres, cuisine moderne, foyer d'origine, garage double chauffé, piscine creusée, entrée électrique souterraine, terrain de 45 000 p.c., berges aménagées et une trentaine de grands arbres.

INFORMATIONS : 450-589-5037

VISITE LIBRE
1^{er} et 2^e sept. de 13h à 16h

À AUSTIN

Maison chaleureuse, 3 c.c. 2 acres. 4 min. autoroute 10. 10 min. Magog et Parc Orford. 2 min. Lac Orford, 209 500\$. 478 chemin Nord, Austin (sortie 115-S autoroute 10)

450 297-3194 ou 819 345-6475
duproprio.com

LOCATION

BORD DE MER / KAMOURASKA

Site exceptionnel avec vue sur le fleuve.
Maison historique 1853, rénovée 2007. Condos sur 3 étages / Location à la semaine

pointeauxoriginaux.com
TÉL. (514) 522-6229

PLACE DU BELVÉDÈRE - TROIS-PISTOLES

Terrains en bordure du fleuve ou sur son belvédère.
Couchers de soleil remarquables 12 000 à 25 000 pi²
Tous les services publics

MIRARI
Promoteur Immobilier
Trois-Pistoles
418 851-2260
1 888 851-2288

2 LACS PRIVÉS

SAYABEC - À 30 KM DE MATANE

Maison neuve sur le bord du Lac Castor, pouvant servir de résidence ou de chalet 4 saisons. Une vue superbe sur le lac avec une façade de 250 pieds. Sur un terrain de 160 acres boisés, avec deux lacs à truites mouchetées naturels privés, propriété indivise avec seulement sept propriétaires. 179 000 \$.

www.micasa.ca # 79230K

CHARLEVOIX
LOCATION TOURISTIQUE

Découvrez le charme et le confort unique de nos chalets, maisons de campagne et villas, et admirez le fleuve dans toute sa majesté.

www.imcha.com
418.435.6868 1.866.435.6868